



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE DU CONGO



2022

.....
**EFFETS SOCIO-ECONOMIQUES
DE LA GUERRE EN UKRAINE
SUR L'ECONOMIE CONGOLAISE**
.....

**REGARD SUR LES ODD ET
IMPLICATIONS POLITIQUES**

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières.....	I
Préface.....	II
Figures, Tableaux et Encadrés.....	III
Sigles et Abréviations.....	IV
Remerciements	V
Résumé Exécutif.....	1
Contexte et justification	5
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL ET TENDANCES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	6
1. Situation économique mondiale et africaine au début du conflit.....	6
2. Inflation et prix des produits de base.....	7
II. SITUATION MACROÉCONOMIQUE ET APERÇU DES IMPORTATIONS CONGOLAISES DE CÉRÉALES EN PROVENANCE DE LA RUSSIE	8
1. Situation macroéconomique	8
2. Aperçu sur les importations congolaises de céréales en provenance de la Russie	12
III. CANAUX DE TRANSMISSION ET EFFETS SOCIOÉCONOMIQUES POTENTIELS DU CONFLIT SUR LA TRAJECTOIRE DES ODD.....	13
1. Canaux de transmissions des effets de la guerre sur l'économie congolaise et les conditions de vie	14
2. Effets socioéconomiques potentiels du conflit sur la trajectoire des ODD	15
a. Croissance économique et industrie.....	16
b. Pauvreté et inégalités	18
c. Sécurité alimentaire	20
d. Secteurs sociaux : Education et santé	21
e. Environnement	24
f. Gouvernance (géopolitique, cohésion sociale, paix)	25
g. Partenariats	26
3. Effets sur les secteurs agricole et le tourisme	26
a. Secteur agricole	26
b. Secteur du tourisme	27
IV. SIMULATION DES POLITIQUES DE SOUTIEN ET DE RELANCE	27
1. Une politique de soutien à travers un accroissement des transferts sociaux aux ménages	28
2. Une politique de relance par l'augmentation de la production de gaz	28
V. IMPLICATIONS POLITIQUES ET MESURES DE RÉSILIENCE.....	29
Notes	32
Annexes.....	33

Préface

En janvier 2022, le Congo a adopté son Plan National de Développement (PND, 2022-2026) qui vise à développer une économie forte, diversifiée et résiliente. Ce plan s'appuie sur six piliers constituant des activités porteuses de croissance qui sont : l'agriculture au sens large, l'industrie, les zones économiques spéciales, le tourisme, l'économie numérique et l'immobilier.

La guerre entre la Russie et l'Ukraine constitue un défi supplémentaire pour l'atteinte des ambitions du pays qui sont à la base du succès à long terme des objectifs de développement durable (ODD) au Congo. Ce conflit, qui touche l'économie mondiale, devrait avoir des répercussions sur l'économie nationale et la population congolaise, en particulier les groupes pauvres et vulnérables, en exacerbant le niveau de pauvreté déjà élevé et l'insécurité alimentaire.

Le renchérissement de l'énergie, des produits de base (dont le blé et d'autres céréales) et des matières premières résultant des perturbations des chaînes d'approvisionnement devrait exercer des pressions inflationnistes supplémentaires sur les prix intérieurs dans les prochains mois, compte tenu de la forte dépendance du Congo à l'égard des importations alimentaires.

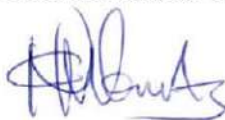
Le quinquennat 2016-2021 avait été sérieusement marqué par la récession économique induite par le choc pétrolier et la pandémie du Covid-19 qui a menacé la stabilité macroéconomique du pays. Ceci a conduit les autorités congolaises à la signature d'un accord triennal avec le Fonds monétaire international au titre de la Facilité élargie de crédit afin de rétablir la stabilité macroéconomique, réduire les fragilités et placer le pays sur une trajectoire à moyen terme vers une croissance forte, plus résiliente et plus inclusive. Cet accord représente une opportunité pour le pays et permet d'entrevoir un meilleur environnement économique en vue de soutenir une reprise solide et équitable, et garantir une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour les dépenses sociales et les investissements dans les infrastructures.

Le système des Nations Unies (SNU) reconnaît les efforts visant à maintenir une dynamique des réformes structurelles et l'amélioration de la gouvernance et de la transparence comme une condition préalable et essentielle à une prospérité nationale durable et un développement économique inclusif. De fait, il s'est proposé de mener une évaluation rapide afin de cerner les menaces qui pèsent sur l'économie congolaise et prévoir les mesures de résilience et d'atténuation pour une mise en œuvre efficace des politiques publiques.

C'est avec le sentiment du devoir accompli que je partage avec vous l'évaluation rapide des effets de la crise russo-ukrainienne sur l'économie congolaise. L'évaluation est le fruit d'un processus ayant connu la participation des agences du système des Nations Unies et s'inscrit dans la continuité de ses efforts pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés dans le cadre de l'Agenda 2030 et du soutien constant pour accompagner le Congo à atteindre les priorités inscrits dans son Plan National de Développement 2022-2026.

Chris Mburu

Coordonnateur Résident des Nations Unies
en République du Congo



Brazzaville, Juin 2022

FIGURES, TABLEAUX ET ENCADRES

Figure 1: Avant la guerre, une reprise mondiale était en cours.....	6
Figure 2: Évolution des prix du blé, Brent, gaz et charbon de 2010 à 2022.....	7
Figure 3: Évolution de la croissance économique, pétrolière et hors pétrole	8
Figure 4: Evolution de la croissance de 2015-2021, optique offre	9
Figure 5: Evolution de la croissance économique 2015-2021, optique demande	9
Figure 6: Contributions à l'inflation totale de janvier 2020 à janvier 2022.....	9
Figure 7: Part (en %) des importations de blé de Russie et d'Ukraine dans les importations mondiales de blé en 2020	12
Figure 8: Part des importations de céréales en provenance de la Russie (en % des importations totales russes).....	12
Figure 9: Proportion des Importations congolaises des céréales et de blé en provenance de la Russie	13
Figure 10: Répartition (%) des importations congolaises de blé par pays d'origine en 2021	13
Figure 11: Variation de la trajectoire de la croissance économique pour différentes simulations du scénario 1	16
Figure 12: Variation des Recettes totales du gouvernement pour différentes simulations du scénario 1	16
Figure 13: Variation de la trajectoire de la valeur ajoutée des secteurs manufacturiers pour la simulation 1 du scénario 1 ..	17
Figure 14: Variation de la trajectoire de la valeur ajoutée des secteurs manufacturiers pour la simulation 2 du scénario 1 ..	17
Figure 15: Variation de la main d'œuvre dans les secteurs manufacturiers pour la simulation 1 du scénario 1	17
Figure 16: Variation de la main d'œuvre dans les secteurs manufacturiers pour la simulation 1 du scénario 1	17
Figure 17: Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant	18
Figure 18: Variation (en %)	19
Figure 19: Variation (en %)	20
Figure 20: Variation (en %)	22
Figure 21: Schémas de vote des pays africains pour la résolution sur l'agression Russe contre l'Ukraine.....	25
Figure 22: Variation (en %)	27
Figure 23: Variation (en %) sur le budget de consommation réel des ménages d'une augmentation de 20% des transferts sociaux	28
Figure 24: Variation (en %) sur l'épargne des ménages d'une augmentation de 20% des transferts sociaux	28
Figure 25: Variation (en %)	29
Tableau 1 : Options politiques et mesures de résilience économique	3
Tableau 2: Evolution des prix de certains denrées alimentaires au Congo	23
Tableau 3: Évolution des finances publiques de 2019-2022.....	33
Encadré 1: Effets du conflit sur les réserves de change.....	10
Encadré 2: Effets du conflit sur les finances publiques et la situation de la dette.....	11
Encadré 3: Ensemble des scénarii simulés.....	15
Encadré 4: Risques d'insécurité alimentaire.....	23
Encadré 5: Bref aperçu de l'approche méthodologique	33

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

APD	Aide Publique au Développement
ASS	Afrique subsaharienne
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
CCA	Caisse Congolaise d'Amortissement
CCMB	Comité de Cadrage Macroéconomique et Budgétaire
CDN	Contribution Déterminée au niveau National
COP	Conférence des Parties
EGC	Equilibre Général Calculable
FEC	Facilité Elargie de Crédit
GNL	Gaz Naturel Liquéfié
IDH	Indice de Développement Humain
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation des ménages
INFF	Cadre National de Financement Intégré
IPM	Indice de la Pauvreté Multidimensionnelle
ODD	Objectif de Développement Durable
PND	Plan National de Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RBA	Regional Bureau for Africa
RNDH	Rapport National sur le Développement Humain

Remerciements

Cette évaluation rapide a été préparée par une équipe conduite par Trésor Boula Alany (Economiste, Bureau du Coordonnateur Résident) et composée de Ginette Mondongou Camara (Economiste Principale, PNUD) et Val Man Lecka (Economiste National, PNUD). Honore Nsongui Tonadio (Economiste, FMI) a fourni un appui lors de la préparation de ce rapport.

L'équipe a bénéficié des contributions et de la précieuse collaboration de nombreux collègues, parmi lesquels Kadhy Ba (Coordination du SNU), Lisile Ganga (UNICEF), B. Ki (UNESCO), Brunel Zola (FAO), Marguerite Duponchel (UNHCR), Issa Oumarouissa (PAM), Vivien Onka Mouanda (FNUAP), Bruno Edgard Césaire Bilombo (FNUAP), Georges Batona (OMS), Jean Chrios MOUKALA (OMS).

L'équipe tient à remercier chaleureusement la collaboration étroite du personnel de divers ministères pour la mise à disposition des données statistiques.

Pour toutes informations complémentaires, bien vouloir écrire à Trésor Boula Alany à l'adresse suivante : tresor.boulaalany@un.org



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

La guerre entre la Russie et l'Ukraine constitue un défi supplémentaire pour l'atteinte de l'Agenda 2030. Elle aura des implications sur les conditions de vie des populations et sur l'économie congolaise, dont le quinquennat 2016-2021 avait été sérieusement marqué par la récession économique induite par le choc pétrolier et la pandémie du Covid-19. Le Congo est certes un pays exportateur de pétrole brut, mais il reste un importateur net de produits alimentaires et du blé en provenance de la Russie. Ce dernier est le principal fournisseur du Congo en blé et sa part dans les importations de céréales a représenté, en moyenne, près de 60% des importations globales sur la période 2018-2021.

L'économie congolaise devrait bénéficier de l'augmentation des prix du pétrole brut, mais le pays devra néanmoins mieux gérer ses revenus et accélérer les réformes engagées dans le cadre de l'accord avec le FMI au titre de la FEC, afin de réduire sa vulnérabilité aux chocs exogènes. Les résultats du scénario 1 (simulation 2) indiquent que la hausse des prix du baril de pétrole aura un impact positif sur le Produit intérieur brut (PIB) qui devrait se traduire par un accroissement de 4,9% en 2022 par rapport à son niveau de référence actuel, sous l'effet d'une hausse des recettes publiques totales. Toutefois, ce niveau de croissance s'avèrerait insuffisant pour financer des investissements dans les secteurs manufacturiers nécessaires en vue de générer une forte amélioration de l'ODD9. Les effets négatifs cumulés pour l'ODD9 (industrie, innovation et infrastructure) mettent en relief la vulnérabilité de l'économie congolaise et exigent des mesures de politiques économiques axées sur la diversification de l'activité économique à travers la relance des secteurs manufacturiers.

Le pouvoir d'achat des ménages sera fortement impacté, ce qui entraînera une augmentation de la pauvreté monétaire et une régression par rapport aux cibles de l'ODD1, 2 et 10 car les revenus de nombreux ménages ne suffiront pas à satisfaire les besoins fondamentaux. Le conflit va probablement aggraver la situation sociale, notamment celle des populations vulnérables. Des synergies négatives particulièrement importantes sont attendues pour les ODD 1, 2 et 10. Nos résultats issus de la simulation d'une hausse de 40% des prix alimentaires importés révèlent une baisse du revenu total et du budget de consommation réel des ménages qui s'accroîtra au fil du temps. De même, l'écart du budget de consommation et le taux de salaire (notamment dans le secteur informel) devraient se creuser davantage. Cette baisse sera plus importante chez les ménages ruraux. Cela dit, l'augmentation des inégalités, combinée à la baisse des revenus de ménages, limiteront les progrès et les efforts déjà consentis à l'atteinte de l'ODD 2.

En sus des synergies sur l'aggravation de la pauvreté et des inégalités, la guerre en Ukraine pourrait avoir d'autres effets négatifs sur les secteurs sociaux par le biais d'une réduction des allocations budgétaires. Du côté de l'État, les secteurs de la santé et de l'action sociale devraient connaître une baisse des dépenses d'investissement, avec une variation moyenne de 2,5% de 2022 à 2026. Pour les groupes sociaux déjà vulnérables dont les revenus dépendent du secteur informel et du commerce des denrées alimentaires importées, leur capacité à recourir aux services de santé de base devrait davantage s'affaiblir à mesure que leur pouvoir d'achat continuera de se réduire. Les résultats de notre modélisation indiquent que les ménages ruraux procéderont à une baisse des dépenses de consommation des services de santé allant de - 4,4% en 2022 à -6,4% en

2026, contre -3,4% en 2022 à -4,9% en 2026 pour les ménages urbains. Au titre des dépenses de consommation des services d'éducation, les réductions s'établiront à -4,0% pour les ménages ruraux, contre une baisse de -3,1% pour les ménages urbains en moyenne sur les cinq années à venir. Ces faibles allocations de ressources s'avèrent insuffisantes pour financer les investissements dans les services sociaux de base nécessaires pour générer une forte amélioration des ODD3 et 4. La contreperformance des ODD3 et 4 pourrait avoir comme conséquence la réduction quantitative et qualitative de la prestation des services de soins de santé primaire et des services d'éducation.

En raison de sa vulnérabilité aux effets climatiques, le conflit aura un impact désastreux au Congo. Cela passe à travers l'augmentation des crises alimentaires, ainsi que des menaces à l'existence décente. Pour le Congo qui regorge d'énormes atouts en matière de protection de l'environnement à travers le bassin du Congo, cette crise devrait être une opportunité qui permettrait au Gouvernement de renforcer sa stratégie de mobilisation de ressources pour le financement de la CDN. Dans le même temps, les retombées géopolitiques et économiques de la guerre en Ukraine représentent un risque considérable pour le développement dans le monde et pourraient entraver les relations diplomatiques, ainsi que l'aide au développement. Le Congo devra travailler avec la société civile et d'autres partenaires au développement pour s'assurer du maintien des engagements en faveur du financement du développement et de l'aide au développement. Cette collaboration permettra de concevoir une réponse efficace pour faire face aux effets de la guerre en Ukraine, notamment sur les risques que cela affecte directement le multilatéralisme, la coopération internationale et les partenariats.

Le secteur agricole national ne sera probablement pas épargné. Cette guerre constitue un défi de taille pour le financement et le développement du secteur agricole national. La hausse du prix des engrais risque de pénaliser la production du secteur agricole qui constitue le pilier central de la politique de diversification de l'économie nationale, telle que définie dans le PND 2022-2026, avec une contribution moyenne attendue de près de 8% du PIB sur la période. Sur la base d'une simulation du scénario 2 caractérisé par une hausse de 40% des prix des produits alimentaires de base importés, les résultats de notre modélisation font état d'une baisse de la production des secteurs agricoles sur toute la période 2022-2026.

Le système des Nations Unies au Congo propose des mesures supplémentaires ciblées qui pourraient renforcer l'efficacité du Gouvernement dans sa gestion et sa lutte contre l'impact du conflit en Ukraine sur l'économie et la population vulnérable. Ces mesures portent notamment sur les politiques à court terme pour atténuer l'impact immédiat de la hausse des prix des denrées alimentaires, des produits de première nécessité et des carburants, ainsi que des politiques à moyen et long terme pour renforcer la résilience économique.

Tableau 1 : Options politiques et mesures de résilience économique

Délai de mise en œuvre ¹	Objectifs	Actions
A court terme	Surveiller l'impact de la guerre sur l'économie	• Rendre opérationnel le groupe de travail et le fonds d'urgence créés au début du conflit ; • Créer des conditions d'approvisionnement continu en denrées alimentaires.
	Garantir la sécurité alimentaire pour tous, et en particulier pour les pauvres et les personnes vulnérables	• Veiller à la stabilisation des prix et garantir la sécurité alimentaire des pauvres et des groupes vulnérables identifiés pendant la pandémie de la Covid-19 ; • Engager des actions prioritaires pour améliorer la disponibilité et l'accès à la nourriture et à la nutrition ; • Subventionner les exploitants agricoles et investir dans les principaux marchés alimentaires publics pour améliorer la sécurité alimentaire.
	Préserver les progrès durablement accomplis vers l'atteinte des ODD	Avec l'appui apporté par les partenaires au développement et les gains résultant des recettes d'exportations pétrolières, • Affecter une partie de ce surplus à la lutte contre la malnutrition, en lien avec l'ODD2 et à la prise en charge des besoins de santé des personnes vulnérables dans le cadre du volet santé des filets de sécurité sociale ; • Renforcer et améliorer l'accès équitable des enfants à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, en particulier ceux issus des couches les plus vulnérables (enfants autochtones, enfants vivant avec un handicap, enfants démunis, enfants en dehors de l'école) ; • Renforcer les mécanismes de résilience et de la réponse du système éducatif face aux crises ; • Améliorer les allocations budgétaires en faveur des secteurs sociaux.
	Soutenir les plus vulnérables à la hausse des prix des denrées alimentaires.	• Mettre en œuvre une politique de transfert direct aux pauvres, à travers les interventions ciblées de filets de sécurité sociale et les transferts en espèces.
A moyen terme	Soutenir les agriculteurs et l'agriculture afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations alimentaires	• Accompagner les acteurs des filières agro-pastorales et halieutiques pour encourager une politique de substitution aux importations et faciliter l'accès aux produits locaux ; • Relancer l'économie à travers l'augmentation des investissements dans le secteur agricole, telle que retenue dans le PND.
	Accélérer la transformation structurelle de son économie dans le but d'assurer sa souveraineté alimentaire	• Saisir l'opportunité que présente cette situation pour jeter les fondations d'une croissance inclusive, diversifiée et résiliente

¹ Le délai de mise en œuvre des mesures varie de 12 mois (court terme) à 2-3 ans (moyen terme).

Assainir et promouvoir une gestion transparente des finances publiques	• Rétablir la viabilité des finances publiques et de la dette et entreprendre des réformes audacieuses pour une politique budgétaire visant la mobilisation des recettes intérieures hors pétrole. • Elaborer le Cadre national de financement intégré (INFF) pour le financement des priorités nationales définies dans le PND 2022-2026.
Renforcer les mécanismes et les institutions de lutte contre la corruption pour une amélioration durable du recouvrement des impôts	• Renforcer l'administration fiscale et consolider la nouvelle culture du service public pour susciter la confiance dans une application objective et réglementée de la législation fiscale.
Tirer pleinement profit des opportunités de croissance à plus long terme qu'offre le secteur gazier et se positionner sur l'échelle internationale.	• Réaliser des investissements d'envergure pour accroître la production en gaz à travers : i) l'extension de la Centrale à gaz de Pointe-Noire, ii) la construction de la centrale électrique à gaz et iii) la construction d'une unité d'extraction des Gaz naturel liquéfié (GNL).

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

La principale conséquence de la guerre en Ukraine réside dans les pertes en vies humaines et la crise humanitaire associée à la multitude de personnes assiégées et déplacées. Cette crise, qui constitue un défi supplémentaire pour l'atteinte de l'Agenda 2030, aura également des conséquences socioéconomiques.

Le Congo, dont la fin du quinquennat 2016-2021 a été sérieusement marquée par la pandémie du Covid-19 avec des conséquences néfastes sur la croissance économique et les conditions de vie des populations, n'est nullement à l'abri des implications socio-économiques de ce conflit au regard de l'interconnexion planétaire. Le 29 mars 2022, le Gouvernement a mis en place une cellule de veille² afin de réfléchir sur les moyens de protéger la population vulnérable des pressions inflationnistes croissantes dues à l'augmentation des denrées alimentaires, y compris les effets pervers dont elle peut occasionner. Selon les autorités congolaises, la création d'un fonds d'urgence devrait également voir le jour en appui au plan de résilience envisagé par le Gouvernement. Toutefois, si la stratégie du Gouvernement vise à assurer une disponibilité des stocks d'approvisionnement et une stabilité de la chaîne de distribution, la production nationale reste quant à elle insuffisante pour créer des conditions optimales d'approvisionnement en denrées alimentaires de base.

Le Système des Nations Unies (SNU) au Congo s'est proposé d'accompagner le Gouvernement en procédant à une évaluation rapide des effets socioéconomiques et environnementaux de la crise russo-ukrainienne sur l'économie congolaise. Cette note rapide qui se base sur les simulations d'une modélisation dynamique en Équilibre général calculable (EGC)³ poursuit deux objectifs principaux :

- éclairer les partenaires au développement sur les implications directes et indirectes de cette crise afin de mieux coordonner une réponse du SNU et préparer un plan de résilience adapté aux besoins des populations vulnérables ;
- permettre d'accompagner les pouvoirs publics dans la mise en œuvre des mesures d'atténuation et des réformes politiques audacieuses pour favoriser le relèvement post-crise, en mettant un accent particulier sur la trajectoire des Objectifs de développement durable (ODD) et la résilience des groupes vulnérables.

La présente note est organisée en cinq parties. La première est consacrée à l'environnement international et régional. La deuxième analyse succinctement les évolutions économiques récentes et fait un bref aperçu des importations congolaises de céréales. La troisième partie décrit les potentiels canaux de transmission de la crise sur l'économie congolaise et les conditions de vie des populations, suivie d'une modélisation de la trajectoire des ODD. La quatrième partie simule une politique de soutien aux ménages pauvres et vulnérables, et une politique de relance. Enfin, la dernière partie propose des mesures de politique et de résilience.

² Note de service n° 0014/PM-CAB du 29 mars 2022 du Premier ministre, chef du Gouvernement.

³ Les simulations effectuées ne doivent pas être interprétées comme des prévisions mais plutôt comme une tentative de comprendre l'impact de la crise en Ukraine à travers différents mécanismes. La mise en œuvre de ces scénarios nécessite un certain nombre d'hypothèses et, bien que des hypothèses prudentes aient été appliquées, celles-ci restent à titre indicatif et d'autres analyses de sensibilité pourraient être effectuées à l'avenir.

**ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
ET TENDANCES EN AFRIQUE
SUBSAHARIENNE**

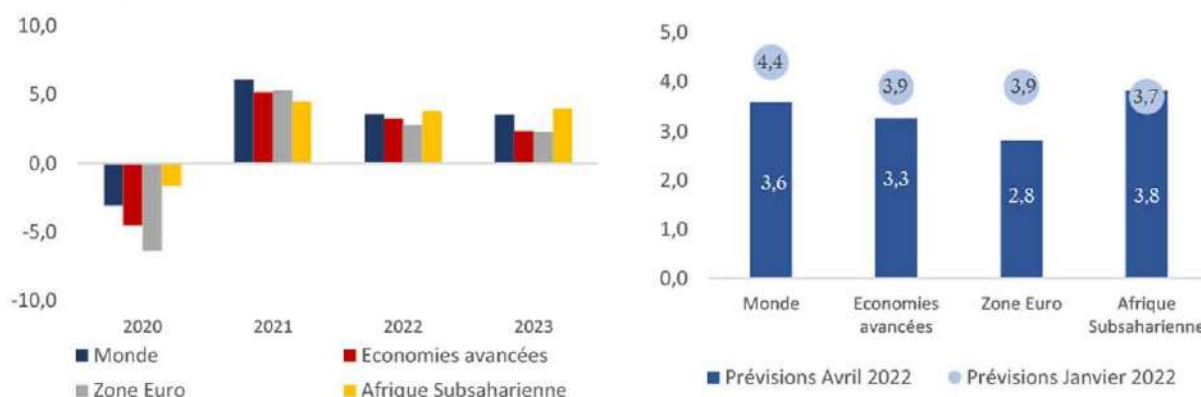
.....

1. SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE ET AFRICAINE AU DÉBUT DU CONFLIT

Sur le plan international, les perspectives économiques mondiales devraient se dégrader sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires, de l'énergie, des engrais et de l'accroissement de la volatilité financière. Selon les perspectives de l'économie mondiale (PEM) du Fonds monétaire international (FMI), publiées en avril 2022, la croissance mondiale devrait passer de 6,1% en 2021 à 3,6% en 2022, soit 0,8 point de pourcentage de moins pour 2022 que ce qui avait été initialement prévu en janvier 2022. Elle devrait ralentir et s'établir à 3,6% en 2023, sous l'effet de l'amélioration de la situation sanitaire dans la plupart des pays d'ici la fin de 2022, de la progression du taux de vaccination dans le monde et de l'efficacité des traitements.

En Afrique subsaharienne, la lenteur des progrès en matière de vaccination ne devrait soutenir qu'une reprise graduelle de la demande intérieure, et d'importants risques de détérioration assombrissent les perspectives. Tandis que l'économie mondiale est encore au milieu d'une quatrième vague de pandémie, seuls 18% des africains sont entièrement vaccinés. Selon la Banque mondiale (2022), le revenu par habitant dans la plupart des pays africains restera inférieur aux niveaux d'avant la pandémie au moins jusqu'en 2023. La croissance en Afrique subsaharienne (ASS) a atteint, selon les estimations du FMI, 4,5% en 2021, soutenue par un rebond des prix des produits de base et un assouplissement progressif des restrictions sociales.

Figure 1: Avant la guerre, une reprise mondiale était en cours



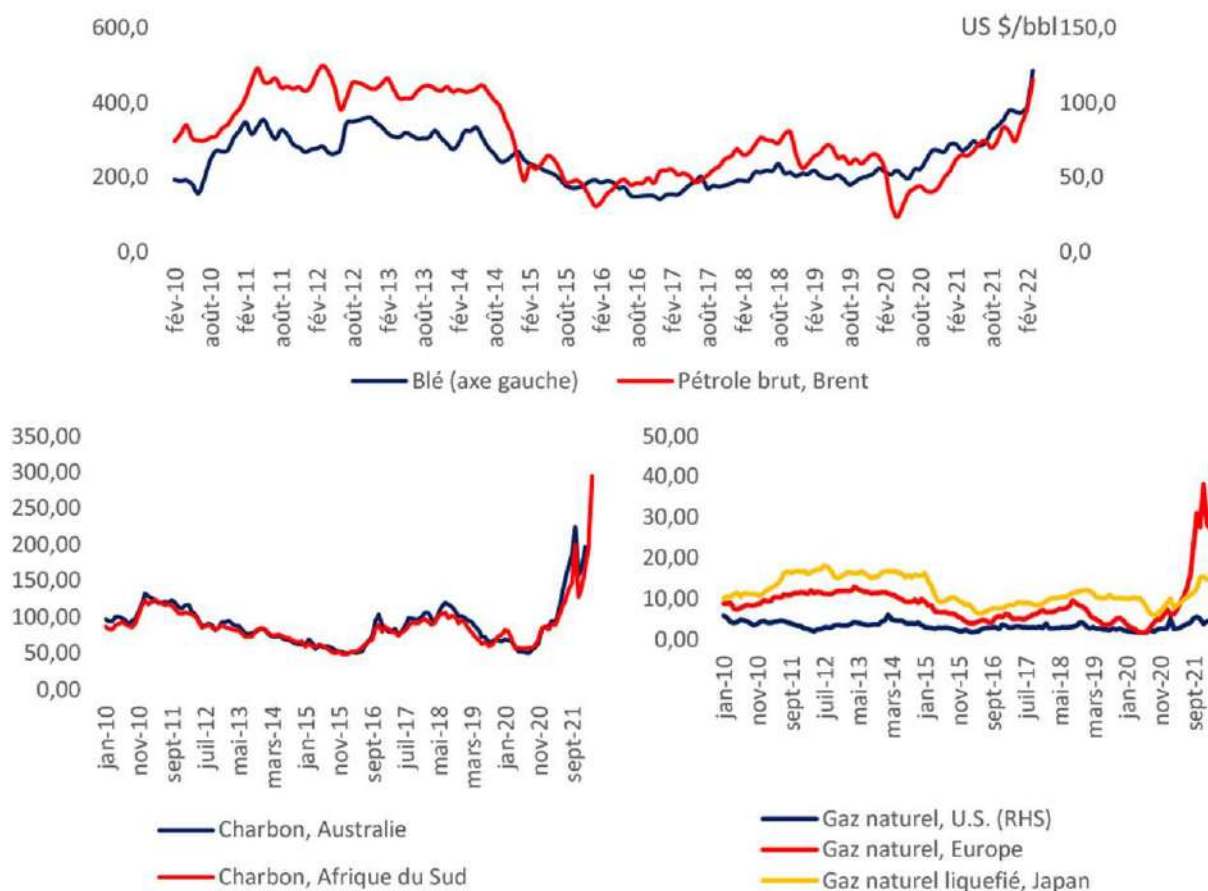
Source : Perspectives économiques mondiales de janvier 2022, FMI.

En termes de prévisions, la croissance en Afrique subsaharienne devrait se raffermir pour atteindre 3,9% par an en moyenne en 2022-2023, ce qui reste insuffisant pour inverser la progression de la pauvreté et les pertes de revenu par habitant. L'affaiblissement de l'effet d'entraînement des prix des produits de base et le passage à l'austérité dans certains pays pour faire face à l'augmentation des niveaux d'endettement pourraient ralentir la croissance. Les faiblesses antérieures amplifiées par la pandémie, telles que les vulnérabilités au changement climatique, à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et à l'instabilité politique, pèsent également sur la reprise dans toute la région (Banque mondiale, 2022).

2. INFLATION ET PRIX DES PRODUITS DE BASE

Les prix des principaux produits d'exportation de la Russie et de l'Ukraine ont fortement augmenté. Cela induit une perte de confiance qui laisse présager un ralentissement de la croissance et une augmentation de l'inflation mondiale. La guerre en Ukraine a créé un nouveau choc d'approvisionnement négatif pour l'économie mondiale, juste au moment où certains des défis de la chaîne d'approvisionnement observés depuis le début de la pandémie commençaient à s'estomper. Dans la semaine qui a suivi le déclenchement du conflit, les prix des matières premières ont augmenté à un rythme sans précédent au cours des 50 dernières années. En mars 2022, le prix du pétrole a atteint 115 dollars le baril, son plus haut niveau depuis 2012, tandis que celui du blé a grimpé de près de 50% pour s'établir à 486 dollars à la même période (Figure 2).

Figure 2: Évolution des prix du blé, Brent, gaz et charbon de 2010 à 2022



Source: Bloomberg, World Bank Commodity Price Data - April 2022

Par ailleurs, le climat d'incertitude sera aggravé par l'effet de la hausse des prix du pétrole et des denrées alimentaires. Selon le cabinet Oxford Economics, l'inflation au niveau mondial devrait augmenter de 1% à 1,5%, en raison des perturbations liées à l'approvisionnement énergétique de la Russie. Dans le même temps, le PIB mondial ralentira d'environ 0,2% en 2022 et l'Europe devrait connaître une décélération d'environ 0,4% qui persistera au cours des deux prochaines années. En Afrique, les effets de la guerre seront également négatifs pour la plupart des pays, avec une détérioration des conditions macroéconomiques et des répercussions dues au ralentissement de l'économie européenne.



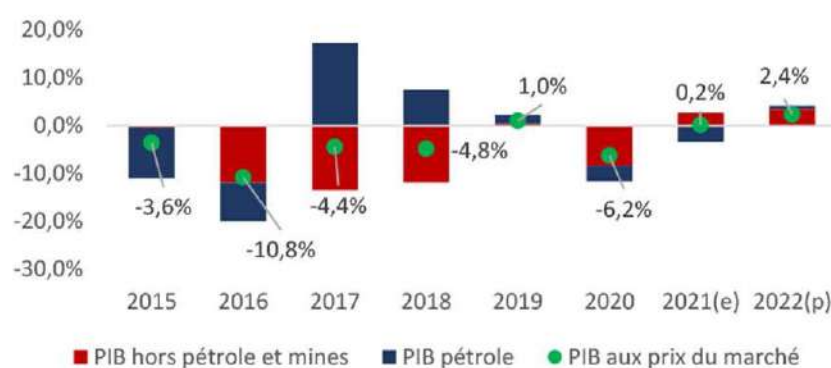
SITUATION MACROÉCONOMIQUE ET APERÇU DES IMPORTATIONS CONGOLAISES DE CÉRÉALES EN PROVENANCE DE LA RUSSIE

1. SITUATION MACROÉCONOMIQUE

- CROISSANCE

La récession économique qui a débuté en 2015 a été amplifiée par la pandémie et l'effondrement des prix du pétrole en 2020, avec une baisse du PIB réel de -6,2%. La croissance du PIB réel s'est établie à 0,2% en 2021 en raison de l'insuffisance des investissements pendant la pandémie, qui a empêché les principaux producteurs de relancer pleinement la production pétrolière. De même, la croissance hors pétrole s'est hissée à 2,7%. La reprise économique devrait s'installer en 2022 avec une croissance du PIB réel de 2,4%⁴, tirée par une croissance non pétrolière atteignant 3,5%. La production pétrolière devrait également s'améliorer pour atteindre 0,7% avec la reprise des investissements par les plus grands producteurs et la conclusion des négociations sur les nouvelles conventions relatives aux avantages fiscaux.

Figure 3: Évolution de la croissance économique, pétrolière et hors pétrole



Source : Calculs des services des Nations unies basés sur les données du CCMB

Du côté de l'offre, le schéma de la reprise économique observé en 2021 devrait émaner de la bonne tenue des activités des secteurs secondaire et tertiaire. En effet, le secteur secondaire verrait le niveau de ses activités progresser de 3,0%, en raison du dynamisme des branches « Industries manufacturières » et « Electricité, gaz et eau », ainsi qu'au redressement de la branche « Bâtiments et travaux publics ». Le secteur tertiaire, quant à lui, connaîtrait une croissance de 2,6%, en lien avec le regain d'activités dans les branches « Transports et télécommunications », « Commerce, restaurants et hôtels » et « Autres services » (Figure 5).

Du côté de la demande, les exportations nettes sont demeurées les moteurs de la croissance en 2019, mais la reprise observée en 2021 résulterait principalement de la hausse de la consommation (4,9%) et des investissements (3,0%). Par ailleurs, l'affaîssement de la demande intérieure est imputable à la réduction de la consommation finale, notamment la consommation publique, en raison des ajustements budgétaires drastiques opérés par le pays et de la contraction des dépenses d'investissement sur toute la période (Figure 6).

⁴ Selon les données du cadrage macroéconomique.

Figure 4: Evolution de la croissance de 2015-2021, optique offre

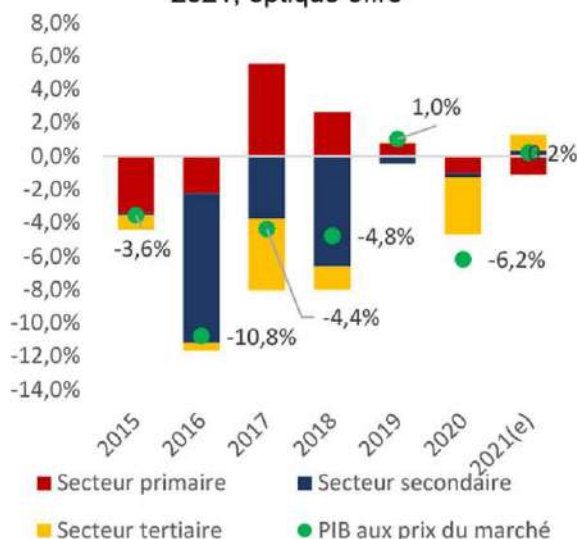
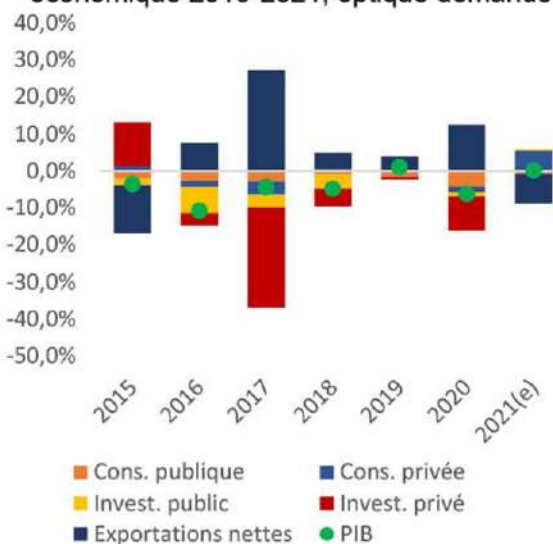


Figure 5: Evolution de la croissance économique 2015-2021, optique demande

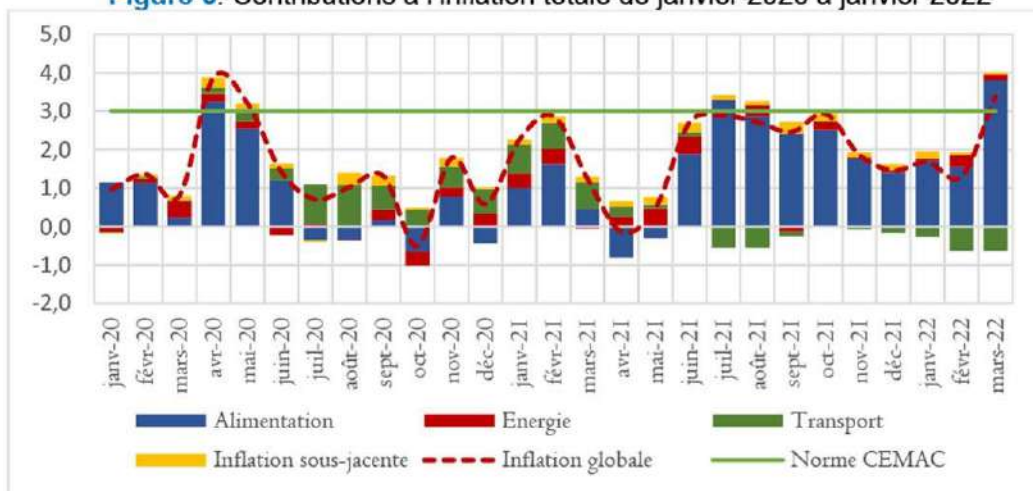


Source : Calculs des services des Nations unies basés sur les données du CCMB

i. Inflation

En mars 2022, le taux d'inflation s'est hissé au-dessus de la norme communautaire de la CEMAC fixée à 3%, et la forte augmentation des prix des produits de base induite par le conflit russo-ukrainien risque d'alimenter des pressions supplémentaires sur les prix alimentaires intérieurs. L'inflation sous-jacente est restée beaucoup plus stable ; ce qui explique le maintien d'une politique monétaire très accommodante par la BEAC. Cependant, en glissement annuel, l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), qui mesure le taux d'inflation globale, a augmenté de 3,4% en mars 2022 (Figure 6), en raison de la hausse des prix mondiaux de céréales et de la forte dépendance du pays à l'égard des importations alimentaires (en 2021, les importations alimentaires représentaient 30% des importations totales de marchandises du Congo et 80% de la consommation alimentaire intérieure). Ainsi, la tendance haussière des prix des produits alimentaires (céréaliers, huiles, etc.) à l'œuvre actuellement et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales devraient exercer des pressions inflationnistes supplémentaires sur les prix alimentaires intérieurs et générer davantage d'inflation dans les prochains mois.

Figure 6: Contributions à l'inflation totale de janvier 2020 à janvier 2022



Source : Calculs des services des Nations unies basés sur les données de l'INS

ENCADRÉ 1: EFFETS DU CONFLIT SUR LES RÉSERVES DE CHANGE

Dans le contexte actuel d'incertitudes et d'accélération des pressions inflationnistes, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a annoncé un ensemble des mesures visant au resserrement de sa politique monétaire. Le 28 mars 2022, le Comité de Politique Monétaire a annoncé plusieurs mesures visant à atténuer ou à contenir les facteurs de risques pesant sur la stabilité monétaire. La BEAC a relevé le taux d'intérêt des appels d'offres de 50 points de base, le taux de facilité de prêt marginal de 5,25 à 5,75% et a maintenu le taux de facilité de dépôt à 0,00%. La BEAC a également maintenu les coefficients des réserves obligatoires à 7,00% sur les exigibilités à vue et 4,50% sur les exigibilités à terme.

Les répercussions de ce conflit pourraient améliorer les réserves de change du pays. Tout laisse à croire que les ressources en devises étrangères du pays devraient augmenter par rapport à la situation de référence, tirés notamment par la hausse des ressources pétrolières du fait de l'accroissement des exportations pétrolières. En effet, en tant que pays exportateur de pétrole, une augmentation des exportations de pétrole brut combinée à une remontée de 30 à 40% du prix de baril de pétrole, conforme à ce qui a été observé en mars 2022, si elle est maintenue, entraîneraient une amélioration de la position extérieure du pays. La hausse de la demande mondiale devrait avoir un impact significatif sur les prix, et les exportations devraient connaître un accroissement en point de pourcentage du PIB, car les comptes courants devraient s'améliorer de 10% (selon les simulations du modèle EGC dynamique). De même, suivant cette hypothèse de renchérissement des cours, les gains correspondants des termes de l'échange des exportations du pétrole brut induiront un effet positif sur la croissance économique du pays.

Selon les estimations de Fitch Ratings⁵, la liquidité extérieure du Congo devrait s'améliorer sensiblement, passant de 1,0 milliard de dollars US en 2021 à 3,2 milliards de dollars en 2022, soit l'équivalent de 4,1 mois de paiements extérieurs courant.

Les autorités congolaises sont toutefois invitées à une accélération des réformes ambitieuses d'assainissement budgétaire pour tirer profit de la remontée des cours de pétrole, reconstituer les avoirs extérieurs et rétablir les équilibres macroéconomiques.

Figure 7 : Réserves extérieures en mois d'importation de biens et services



Source : Calculs des services des Nations unies basés sur les données de la BEAC

⁵ <https://www.jeuneafrique.com/1335740/economie/congo-brazzaville-vers-des-reserves-de-change-records-dopees-par-le-petrole-en-2022/>

- FINANCES PUBLIQUES

Depuis le début de la pandémie, les résultats budgétaires ont été fortement influencés par l'évolution des recettes pétrolières. De 2019 à 2021, les recettes pétrolières ont enregistré une évolution globalement baissière, passant de 17,2% du PIB en 2019 à 12,9% du PIB en 2021. Ce résultat budgétaire découle de la baisse conjointe des cours du baril de pétrole et de la demande extérieure qui ont notamment abouties à une réduction de moitié des recettes pétrolières en 2020, par rapport à sa valeur de 2019 (cf. Tableau 3 en annexe). Les recettes non pétrolières ont moins diminué. L'impact de la contraction de l'économie non pétrolière et des blocages affectant le recouvrement des impôts ont été partiellement atténués par des mesures d'augmentation des recettes, telles que l'introduction des paiements électroniques et l'élargissement de l'assiette fiscale (grâce aux réformes en cours de l'administration fiscale).

Par ailleurs, les dépenses en capital continues à subir un ajustement drastique. Quant aux dépenses courantes, elles ont connu une tendance assez stable en raison des dépenses sociales d'urgence destinées à atténuer l'impact sanitaire, économique et social de la pandémie de COVID-19.

ENCADRÉ 2: EFFETS DU CONFLIT SUR LES FINANCES PUBLIQUES ET LA SITUATION DE LA DETTE

L'impact de la crise entre la Fédération de Russie et l'Ukraine sur les finances publiques devrait avoir un effet positif et être en faveur de la croissance pour compenser les effets négatifs sur le front alimentaire. Les recettes pétrolières ont représenté en moyenne plus de 60% des recettes publiques intérieures en 2018. La hausse importante des cours du baril de pétrole devrait permettre une amélioration du solde primaire et apporter une plus grande marge budgétaire à l'Etat pour le financement des investissements et des dépenses sociales favorables à la croissance. La marge financière pourrait aussi permettre à l'Etat de prendre en charge les subventions potentielles qui pourraient être mises en place pour soulager les populations face à la hausse des prix.

Il sied de souligner que les perspectives des finances publiques et de la croissance sont sujettes à une forte incertitude face aux risques de nouvelles vagues de la pandémie, à la volatilité des perspectives de recettes pétrolières, aux chocs du changement climatique et à la réussite de la mise en œuvre des réformes pour renforcer la résilience et la transparence sur le plan budgétaire.

Le conflit augmentera les risques d'une crise de la dette. Le climat délétère entre la Russie et l'Ukraine peut jouer indirectement sur la dette notamment dans les pays pétroliers comme le Congo si la manne pétrolière n'est pas bien gérée. De plus, comme le conflit affecte l'inflation et l'activité économique, les taux d'intérêt mondiaux sont susceptibles d'augmenter. Cela pourrait aggraver la position de la dette de l'Afrique, en particulier du Congo dont le niveau de la dette s'est établi à 116,05% du PIB en 2021 contre 111,1% en 2020, selon le rapport de la Caisse Congolaise d'Amortissement (CCA). De plus, l'augmentation des taux d'intérêt intérieurs, pour freiner l'inflation, aura un effet négatif à la fois sur la dette intérieure et sur la capacité d'emprunt des PME.

2. APERÇU SUR LES IMPORTATIONS CONGOLAISES DE CÉRÉALES EN PROVENANCE DE LA RUSSIE

La Fédération de Russie et l'Ukraine sont des acteurs mondiaux clés des marchés agroalimentaires. Les importations de blé en provenance de ces deux pays représentent une part importante dans le commerce mondial. Ensemble, ces deux pays à eux seuls représentent 53% de la part du commerce mondial de l'huile et des graines de tournesol et 28% du commerce mondial du blé.⁶

Le Congo est un pays exportateur net de pétrole brut. Toutefois, il reste un importateur net de produits alimentaires de base. La Russie est le principal fournisseur du Congo en céréales. Sur la période 2018-2021, la part des importations congolaises de céréales en provenance de la Russie a représenté, en moyenne, plus de 75% des importations globales de biens (Figure 8).

Figure 7 : Part (en %) des importations de blé de Russie et d'Ukraine dans les importations mondiales de blé en 2020

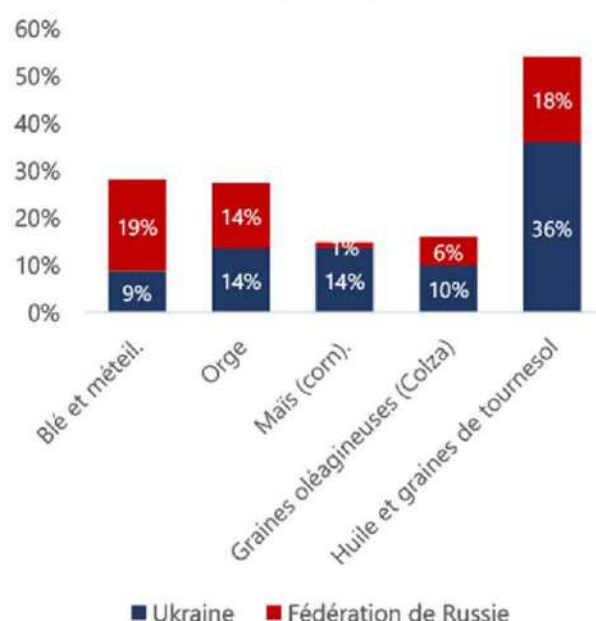
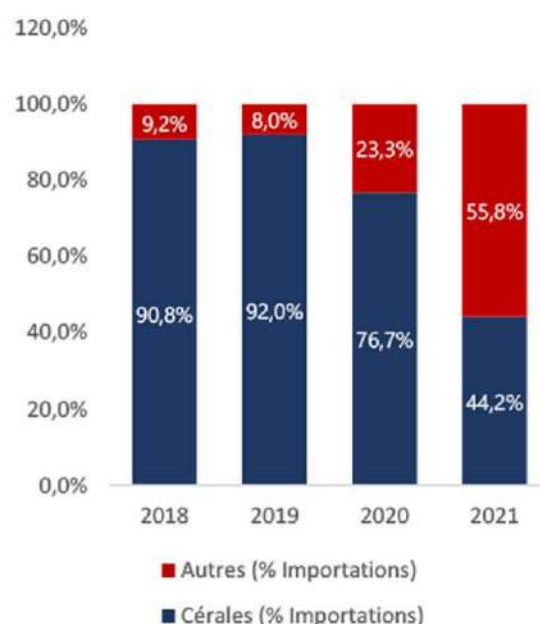


Figure 8 : Part des importations de céréales en provenance de la Russie (en % des importations totales russes)

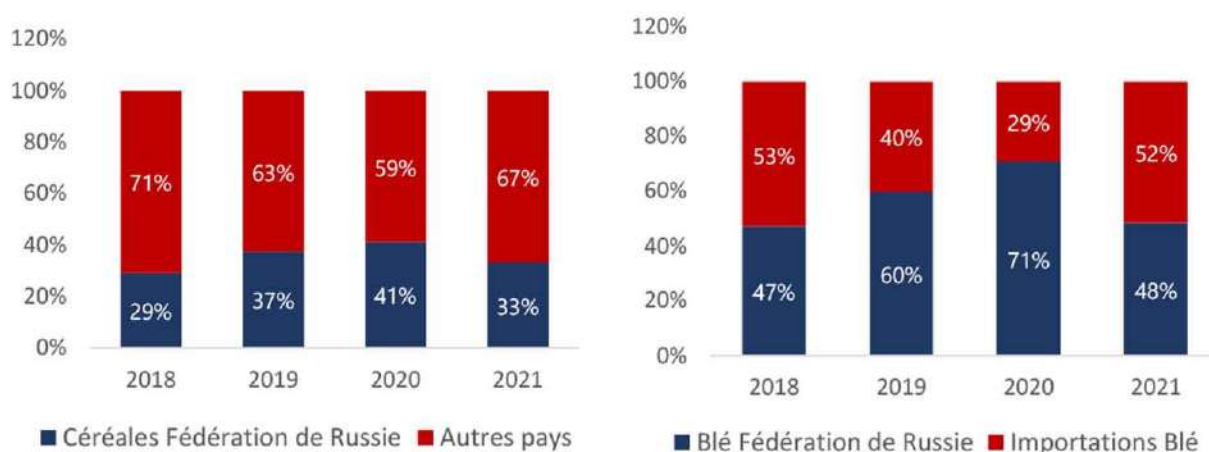


Source : Nos calculs, sur la base des données COMTRADE des Nations Unies et de l'INS.

Parmi les céréales importées, le Congo est en particulier dépendant du blé en provenance de la Fédération de Russie. Par rapport à l'ensemble des importations de céréales, le Congo a importé en moyenne 35% du total des importations de céréales en provenance de la Fédération de Russie sur la période 2018-2021. De ces importations, le blé a contribué pour près de 60% aux importations de céréales en provenance du même pays sur la période sous-revue (Figure 9).

⁶ Les codes du système harmonisé (SH) sont 1001 (blé), 1003 (orge), 1005 (maïs), 120510 (graines de colza), 120600 et 151211 (graines et huile de tournesol).

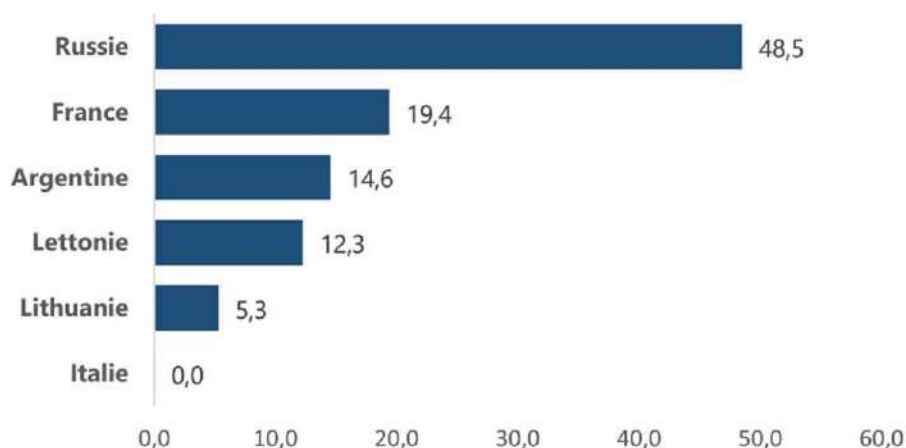
Figure 9: Proportion des Importations congolaises des céréales et de blé en provenance de la Russie



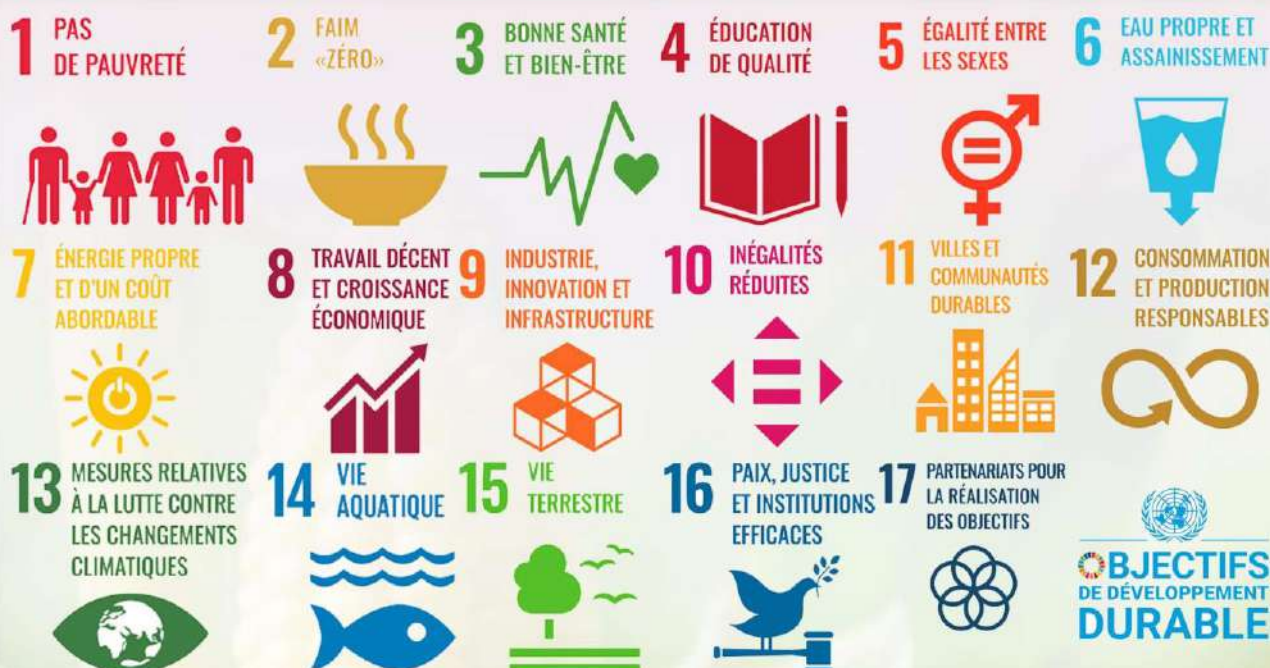
Source : Calculs des services des Nations unies basés sur les données des autorités nationales

Les possibilités de substituer les importations de blé en provenance de la Russie sont limitées, car l'offre de blé émanant de nombreuses régions du monde est relativement faible en raison, entre autres, du manque d'infrastructures de transport et de faibles capacités de stockage. Dans ce contexte, et compte tenu des chocs, le Congo pourrait connaître un risque de sécurité alimentaire.

Figure 10: Répartition (%) des importations congolaises de blé par pays d'origine en 2021



Source : Calculs des services des Nations unies basés sur les données des autorités nationales



CANAUX DE TRANSMISSION ET EFFETS SOCIOÉCONOMIQUES POTENTIELS DU CONFLIT SUR LA TRAJECTOIRE DES ODD

.....

1. CANAUX DE TRANSMISSIONS DES EFFETS DE LA GUERRE SUR L'ÉCONOMIE CONGOLAISE ET LES CONDITIONS DE VIE

Le conflit est susceptible d'avoir des effets potentiels positifs, à travers la hausse des cours du baril de pétrole, mais négatifs par le biais de la hausse des prix des produits alimentaires de base et d'autres canaux. La crise pourrait influencer l'économie congolaise à travers quatre principaux canaux de transmission :

- **Le premier canal de transmission est la flambée des prix mondiaux du blé.** Depuis le début des hostilités entre la Russie et l'Ukraine, les cours des produits alimentaires ont augmenté à un rythme plus rapide. Les données de la FAO révèlent que la Russie et l'Ukraine comptent parmi les plus importants producteurs de produits agricoles au monde. La flambée des prix des produits alimentaires de base pourrait affecter le Congo qui dépend particulièrement des importations de blé en provenance de la Russie. Le renchérissement des denrées alimentaires devrait se traduire par une hausse de l'inflation ; ce qui nuirait à la population congolaise, en particulier les groupes pauvres et vulnérables, en exacerbant le niveau de pauvreté déjà élevé, mais aussi une augmentation de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, déjà aggravée par la pandémie de COVID-19.
- **Un autre canal est celui des prix des produits pétroliers.** La République du Congo est l'un des cinq premiers exportateurs nets de pétrole brut en Afrique Sub-saharienne. Les performances économiques du pays sont largement déterminées par les fluctuations des cours du pétrole et de la production pétrolière nationale. En 2020, le secteur pétrolier représentait plus de 60,1% du produit intérieur brut (PIB), 64,2% des recettes publiques et 84,9% des recettes d'exportations totales. La forte hausse des prix du pétrole, qui sont passés de 65,19 dollars en mars 2021 à 115,6 dollars en mars 2022, entraîne une amélioration des termes de l'échange. Cet épisode affecterait à la fois les comptes extérieurs et budgétaires et aura pour effet d'augmenter la marge de manœuvre budgétaire en créant un espace budgétaire dont le secteur public a besoin pour réaliser ses priorités de développement. De même, la crise Ukrainienne pourrait avoir un impact direct et positif sur l'amélioration des recettes publiques (principalement les recettes d'exportations pétrolières) en raison d'une hausse conjointe des cours de baril, de la production nationale et de la demande sur le marché international.
- **Le canal du tourisme et du transport.** Étant donné la fréquence et le nombre élevé de voyages entre le Congo et ses pays partenaires, le transport et le tourisme devraient être touchés par la hausse des prix de l'énergie et du carburant. Le tourisme est l'un des piliers du Plan national de développement 2022-2026 qui s'inscrit dans la dynamique d'inflexion du modèle de croissance du « tout pétrole » vers l'élargissement de la base productive du pays par la mise en valeur d'autres potentialités et pour lequel l'objectif d'améliorer sa contribution au PIB de 10% de 2022 à 2026 pourrait échouer si rien n'est fait. Le tourisme, qui était déjà affecté par des interdictions à destination ou en provenance des pays touchés par la pandémie COVID-19, pourrait à nouveau être affecté par la hausse des produits pétroliers (kérozène) qui se répercutera probablement sur les tarifs aériens.
- **Bien que marginal, le secteur financier constitue également un canal pour le conflit.** Compte tenu de la nature des liens économiques avec la Russie et l'Ukraine, la guerre en Ukraine pourrait avoir un impact marginal à travers le resserrement des conditions financières mondiales et la réduction des flux de financement étrangers dans le pays. De même, la hausse des cours des denrées alimentaires de base résultant du conflit russo-ukrainien pourrait peser sur l'activité économique et entraîner la probabilité d'apparition de troubles sociaux comme observés dans le passé en 2008 et 2011 dans certains pays.

2. EFFETS SOCIOÉCONOMIQUES POTENTIELS DU CONFLIT SUR LA TRAJECTOIRE DES ODD

Cette section explore les effets à court et moyen terme de la guerre en Ukraine sur l'économie congolaise et la trajectoire des ODD à l'aide d'un modèle d'Équilibre général calculable (EGC)⁷ dynamique. Pour ce faire, nous simulons deux principaux scénarios pour illustrer les canaux par lesquels l'économie congolaise et la trajectoire des ODD pourraient être affectées. Ces scénarii se basent sur les prévisions des données de la Banque mondiale sur les prix des produits de base publiées en avril 2022⁸.

ENCADRÉ 3: ENSEMBLE DES SCÉNARIIS SIMULÉS

Selon la Banque mondiale (2022), les prix du pétrole brut Brent devraient atteindre en moyenne 100 dollars par baril en 2022, soit une augmentation de 42% par rapport à 2021 et ces conditions pourraient persister. Les scénarii élaborés se basent sur les prévisions des prix de produits alimentaires de base publiées en avril 2022 par la Banque mondiale. La situation de référence est celle projetée par le cadrage entrepris par la mission des services du FMI au Congo en avril 2022.

Scénario 1 : Hausse des cours de baril de pétrole brut résultant des effets directs de la guerre en Ukraine, conjuguée à un contexte d'incertitude quant à la pandémie et aux défis logistique de la disponibilité des approvisionnements résultant de la guerre ;

Simulation 1 : Augmentation de 25% des prix du pétrole brut les trois premières années (2022, 2023 et 2024), suivi d'une baisse progressive de l'ordre de 15 points de pourcentage les deux dernières années.

Simulation 2 : Augmentation de 25% des cours du pétrole brut la première année, 15% les deux années suivantes, suivie respectivement d'une baisse de l'ordre de 5 et 3 points de pourcentage les deux dernières années.

Scénario 2 : Une augmentation de 40% des prix des produits alimentaires importés, induit par un choc sur les approvisionnements agricoles de la Russie.

Par ailleurs, deux macro-simulations supplémentaires sont effectuées afin d'évaluer les implications pour les ménages pauvres, affiner les mesures de politique et relancer l'économie. Il s'agit de :

- Une politique de soutien aux ménages caractérisée par un accroissement de 20% des transferts sociaux ;
- Une politique de relance découlant de l'augmentation de 15% des investissements dans la production de gaz naturel.

⁷ Le modèle d'Équilibre général calculable (EGC) à l'échelle de l'économie est une méthode quantitative adaptée et pertinente pour concevoir une politique, et évaluer les effets de divers chocs et/ou solutions politiques alternatives dans une économie.

⁸ Banque mondiale (2022) : *Commodity Markets Outlook : The Impact of the War in Ukraine on Commodity Markets*, April 2022. World Bank, Washington, DC.

a. Croissance économique et industrie

L'économie congolaise devrait bénéficier de l'augmentation des prix du pétrole brut, mais le pays devra néanmoins mieux gérer ses revenus et accélérer les réformes engagées dans le cadre de l'accord avec le FMI au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC). Les résultats du scénario 1 (simulation 2) indiquent que la hausse des prix du baril de pétrole aura un impact positif sur le Produit intérieur brut (PIB) qui devrait se traduire par une hausse de 4,9% en 2022 par rapport à son niveau de référence, sous l'effet de l'accroissement des recettes publiques totales (Figure 11). Le PIB réel devrait augmenter de 3,1% en 2023 par rapport à sa situation de référence, avant d'enregistrer des augmentations de moindres ampleurs à partir de la deuxième année en lien avec la régression des recettes publiques (Figure 12). Ces effets pourraient être deux fois plus importants durant les trois premières années dans le cas de la simulation 1.

Les résultats traduisent la prépondérance du pétrole brut dans la structure économique nationale, représentant plus 90% des recettes d'exportations totales et près de 60% du PIB en 2018. Selon les projections du Comité de cadrage macroéconomique et budgétaire (CCMB), le Congo tablait sur une croissance à 2,4% du PIB global adossée sur un cours de baril du pétrole à 65,0 dollars en 2022. Avec un cours moyen de 100 dollars le baril en 2022, il est attendu une amélioration de la croissance économique grâce à la hausse des revenus tirés des recettes d'exportations pétrolières. Ce qui permettra au Gouvernement d'engranger les ressources publiques nécessaires pour le financement de ses priorités de développement.

Cependant, l'augmentation des prix du pétrole pourrait être à la fois un gain et une perte. Bien que les recettes publiques soient susceptibles d'augmenter, cela pourrait être menacé par l'augmentation du coût généré par les importations des produits de base et du pétrole raffiné. Ainsi, la République du Congo devra mieux gérer ses revenus et accélérer les réformes engagées dans le cadre de l'accord avec le FMI au titre de la FEC, ce qui permettra à terme une réduction mesurée de sa vulnérabilité aux chocs exogènes.

Figure 1 : Variation de la trajectoire de la croissance économique pour différentes simulations du scénario 1

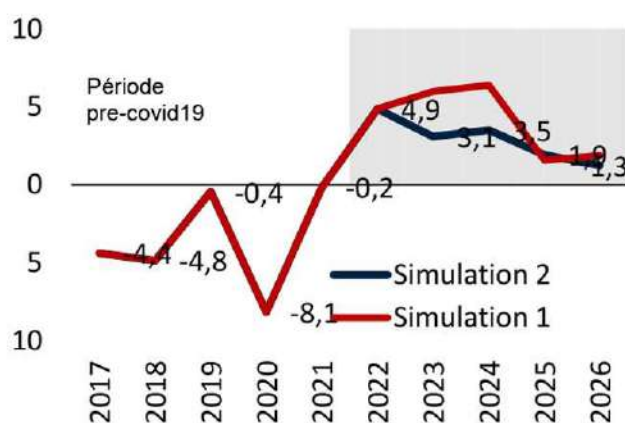
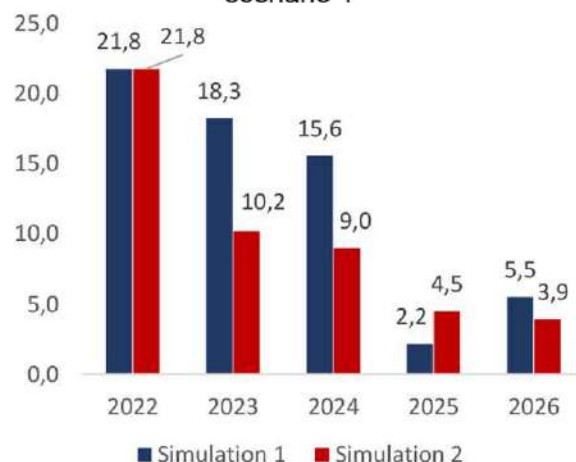


Figure 2 : Variation des Recettes totales du gouvernement pour différentes simulations du scénario 1



Source : Calculs des services des Nations Unies basés sur le modèle EGC Dynamique

L'augmentation du cours de baril se traduira certes par une augmentation de la croissance, mais ce niveau de croissance s'avèrerait insuffisant pour financer des investissements dans les secteurs manufacturiers nécessaires en vue de générer une forte amélioration de l'ODD9. Pour évaluer les effets de la hausse des prix des cours du pétrole sur l'ODD9, nous utilisons deux principaux indicateurs : la valeur ajoutée et la demande de l'emploi dans les secteurs manufacturiers. Les résultats des simulations indiquent aussi bien une baisse de la valeur ajoutée que de l'emploi dans les secteurs formel et informel sur toute la période 2022-2026 (Figure 13 et 14). Ces tendances se justifient par la faible inclusivité de la croissance, le manque de diversification du tissu productif de l'économie congolaise, les rigidités observées sur le marché du travail et la prépondérance du secteur informel.

Figure 13: Variation de la trajectoire de la valeur ajoutée des secteurs manufacturiers pour la simulation 1 du scénario 1

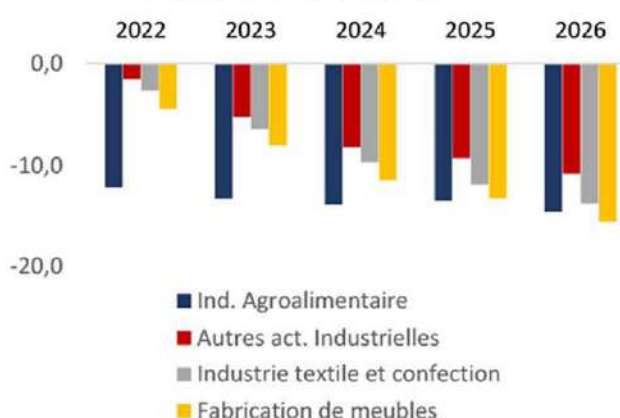
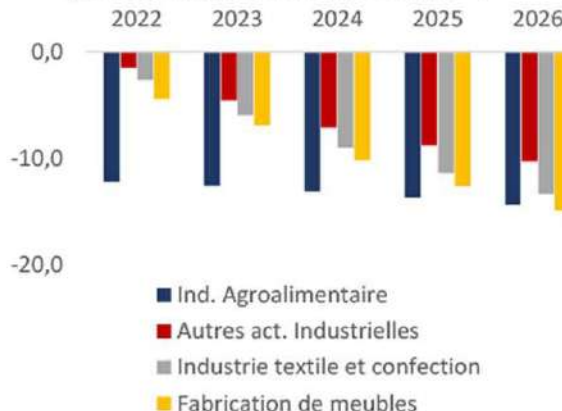


Figure 14: Variation de la trajectoire de la valeur ajoutée des secteurs manufacturiers pour la simulation 2 du scénario 1



Source : Calculs des services des Nations Unies basés sur le modèle EGC Dynamique

Les effets négatifs cumulés pour l'ODD9 (industrie, innovation et infrastructure) mettent en relief la vulnérabilité de l'économie congolaise et exigent des mesures de politiques économiques axées sur la diversification économique à travers la relance des secteurs manufacturiers. Concernant la main d'œuvre, la baisse de l'emploi est relativement plus prononcée dans le secteur informel que dans le formel, atteignant une régression de près de 60% par rapport au niveau de référence sur toute la période de simulation (Figure 15 et 16).

Figure 15: Variation de la main d'œuvre dans les secteurs manufacturiers pour la simulation 1 du scénario 1

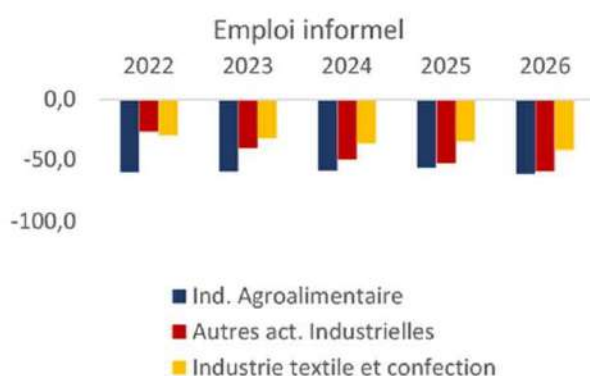
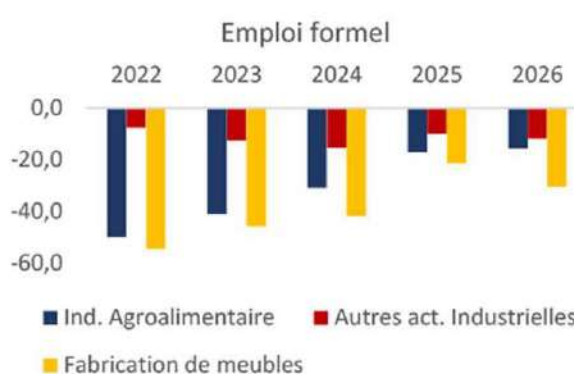


Figure 16: Variation de la main d'œuvre dans les secteurs manufacturiers pour la simulation 1 du scénario 1



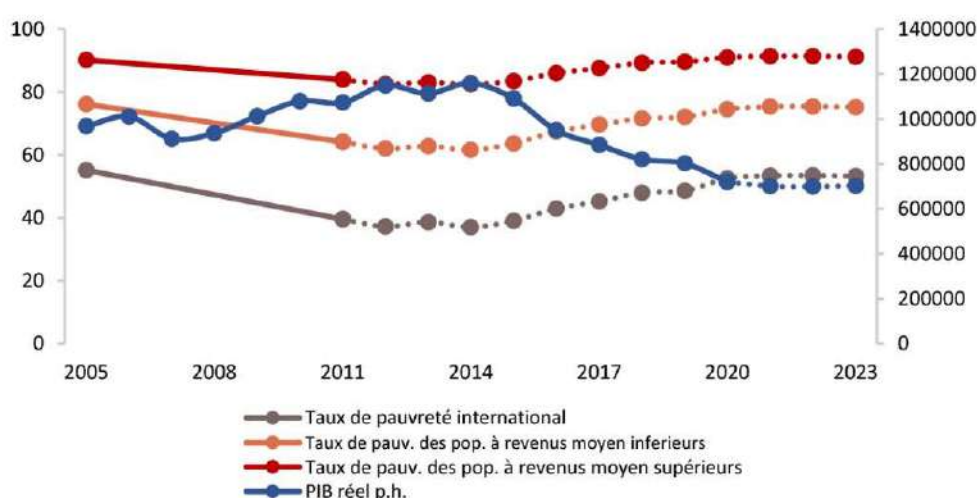
Source : Calculs des services des Nations Unies basés sur le modèle EGC Dynamique



b. Pauvreté et inégalités

Le pouvoir d'achat des ménages sera fortement impacté, ce qui entraînera une augmentation de la pauvreté monétaire et une régression par rapport aux cibles de l'ODD1, car les revenus de nombreux ménages ne suffiront pas à satisfaire les besoins fondamentaux. La pandémie de COVID-19 avait déjà porté un coup particulièrement dur aux populations pauvres. En 2020, plus de 52,5% de la population congolaise étaient considérés comme pauvres contre 48,5% en 2019⁹, pour cause des effets de la pandémie de Covid-19 et des mesures d'endiguement prises par le Gouvernement pour contrer la propagation de ce virus.

Figure 1: Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Source : Banque mondiale, The Macro Poverty Outlook (MPO) avril 2022.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine, caractérisé par un contexte d'augmentation spectaculaire des prix des denrées alimentaires, va probablement aggraver la situation sociale notamment celle des populations vulnérables. Des synergies négatives particulièrement importantes sont attendues pour les ODD 1, 2 et 10. En considérant la forte dépendance du pays aux importations alimentaires, la hausse des prix alimentaires mondiaux et la faible productivité agricole devraient augmenter la pauvreté et les inégalités pour trois principales raisons :

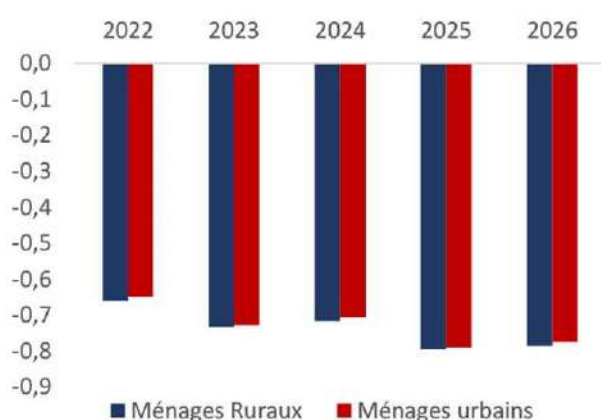
- Premièrement, le pouvoir d'achat des ménages sera fortement impacté à la suite de l'inflation importée occasionnée par la flambée des céréales, des huiles alimentaires et des engrais. Ceci entraînera une augmentation de la pauvreté monétaire, car les revenus des ménages urbains et ruraux ne suffiront pas à satisfaire les besoins fondamentaux. Nos résultats issus de la simulation d'une hausse de 40% des prix alimentaires importés révèlent une baisse du revenu total et du budget de consommation réel des ménages qui s'accroîtra au fil du temps (Figure 18a et 18b). Cette baisse sera plus importante chez les ménages ruraux. Pour maintenir le niveau de consommation, les ménages seraient amenés à faire des réallocations des postes

⁹ Selon les estimations de la Banque mondiale, The Macro Poverty Outlook (MPO), avril 2022.

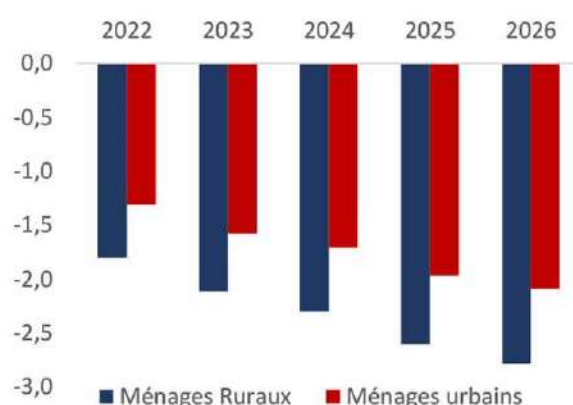
- de dépenses en réduisant les dépenses de consommation des services de santé et d'éducation au profit des besoins alimentaires. Ainsi, l'augmentation des inégalités liée à la baisse des revenus de ménages limiteront les progrès et les efforts déjà consentis dans la nutrition (ODD 2). Cela suggère qu'au lieu de se concentrer sur le développement humain durable, de nombreux ménages devraient dépenser leurs revenus à leur survie ;
- Deuxièmement, la baisse de l'Indice de Développement Humain (IDH) en raison de l'allocation par les ménages des dépenses à la nécessité de survie. Le Rapport national sur le développement humain (RNDH) 2020 a estimé l'IDH en 2019 à 0,574, en baisse par rapport l'année précédente, traduisant une perte évaluée autour de 25% du niveau de développement humain du fait de l'ampleur et de la persistance des inégalités sociales. Cette tendance négative devrait s'amplifier dans le contexte de la guerre en Ukraine qui s'ajoute aux perturbations de la pandémie de Covid-19. Nos simulations résultant du scénario 2 indiquent que l'écart du budget de consommation et le taux de salaire (notamment dans le secteur informel) devraient se creuser davantage (Figure 18c et 18d). Cet épisode entraînera des répercussions sur les ménages les plus vulnérables et les petits exploitants agricoles ; ce qui aurait également des synergies négatives particulièrement importantes sur l'ODD 2 en amplifiant les inégalités.
- Troisièmement, le conflit pourrait augmenter la pauvreté multidimensionnelle au Congo. L'analyse de la contribution des différentes composantes de l'IPM révèle que la nutrition et les combustibles de cuisson constituent principalement les domaines contribuant le plus à l'IPM au niveau national. La contribution importante de la nutrition à l'IPM traduit le fait que nombreuses sont les populations pauvres malnutries. La hausse des prix mondiaux du blé, du maïs et des huiles végétales risque d'aggraver directement et/ou indirectement l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au Congo, en particulier chez les populations vulnérables.

Figure 1: Variation (en %)

(a) Sur le revenu total des ménages par type de ménages pour le scénario 2



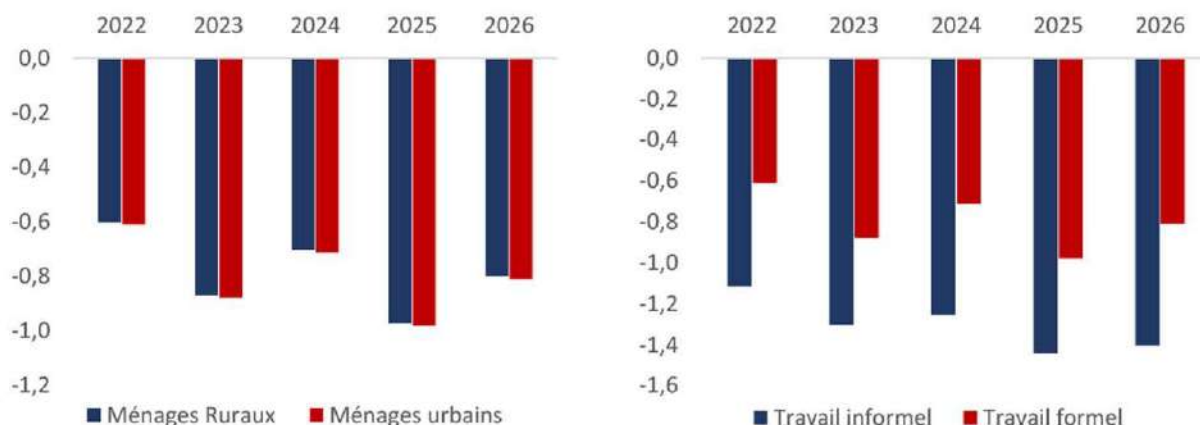
(b) Sur le budget de consommation réel par type de ménages pour le scénario 2



Source : Calculs des services des Nations Unies basés sur le modèle EGC Dynamique

(c) Sur le revenu du travail par type de ménages pour le scénario 2

(d) Sur le taux de salaire par type de travail pour le scénario 2



Source : Calculs des services des Nations Unies basés sur le modèle EGC Dynamique

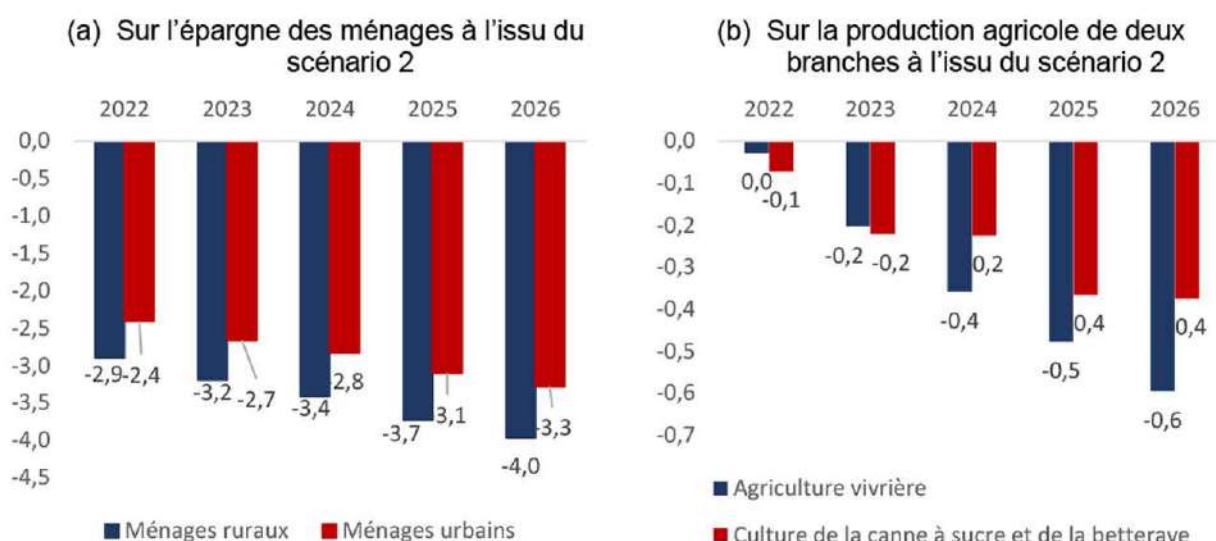
2 FAIM «ZÉRO»



c. Sécurité alimentaire

L'accélération de l'inflation dans le pays pourrait renforcer l'insécurité alimentaire et déstabiliser la croissance nationale et le pouvoir d'achat. La déstabilisation des chaînes d'approvisionnement et des processus de production a déjà déclenché une augmentation des prix qui a conduit à une attention renouvelée sur l'inflation par les autorités congolaises. Elle pourrait entraîner une baisse du pouvoir d'achat des ménages congolais, mais aussi une hausse des coûts de production avec un impact négatif potentiel sur la croissance. Les résultats de la macro-simulation d'une augmentation de 40% des prix des denrées alimentaires importés sont en faveur d'une réduction de l'épargne des ménages et d'une baisse de la productivité agricole par rapport à leur niveau de base (Figure 19). Ce qui témoigne d'une augmentation de la pauvreté et des inégalités, notamment en milieu rural.

Figure 19: Variation (en %)



(c) sur la main d'œuvre dans deux branches agricoles à l'issu du scénario 2



Source : Calculs des services des Nations Unies basés sur le modèle EGC Dynamique

Le schéma de variation des prix des produits alimentaires importés sera plus important pour les ménages ruraux, mais cet impact s'amplifiera au fil du temps comme l'illustre les Figures 19a et 19b. On observe également une baisse de la productivité dans les branches agricoles. Cette situation traduit le fait que la guerre en Ukraine pourrait induire des répercussions sur les systèmes alimentaires, sur le coût des aliments pour les consommateurs et, en fin de compte, sur la capacité de production des agriculteurs (impact du coût de la disponibilité des semences et des engrais). Ce qui devrait menacer la sécurité alimentaire et entraver les progrès vers l'atteinte de l'ODD2 d'ici à l'horizon 2030.



d. Secteurs sociaux : Education et santé

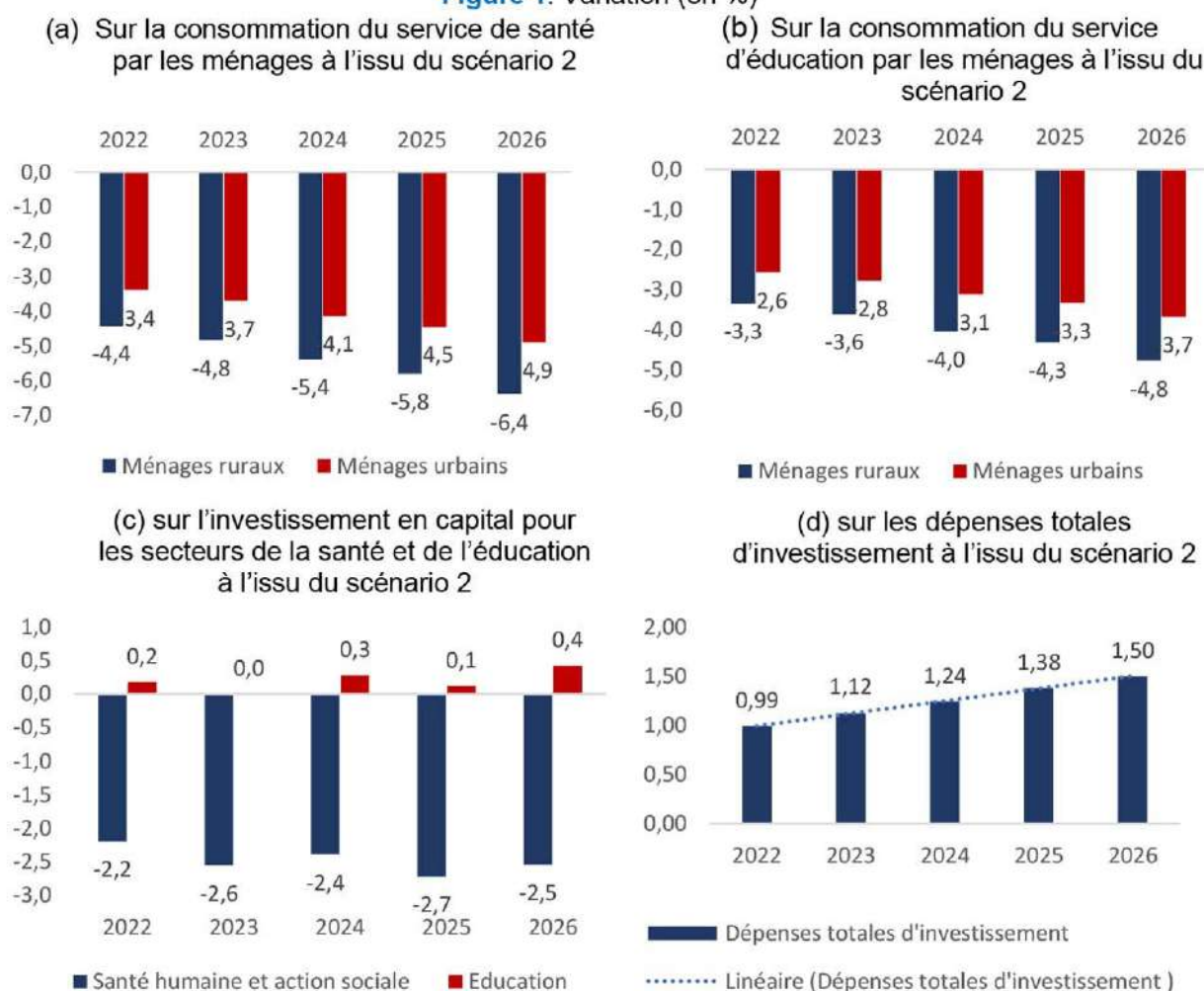
En sus des implications sur l'aggravation de la pauvreté et des inégalités, la guerre en Ukraine pourrait avoir d'autres effets négatifs sur les secteurs sociaux, notamment la santé et l'éducation, occasionnant ainsi une réduction des progrès accomplis vers l'atteinte des ODD 3 et 4. La simulation du scénario 2 souligne une perspective particulièrement faible au niveau des ODD 3 et 4 pour les cinq années à venir et une nette réduction des dépenses de consommation des ménages pour les services de santé, d'actions sociales et d'éducation. Concernant la santé, les ménages ruraux procéderont à une baisse des dépenses de consommation allant de 4,4% en 2022 à 6,4% en 2026, contre 3,4% en 2022 à 4,9% en 2026 pour les ménages urbains. Au titre des dépenses de consommation des services d'éducation, les réductions s'établiront à 4,0% pour les ménages ruraux, contre une baisse de 3,1% pour les ménages urbains en moyenne sur les cinq années à venir (Figure 20a et 20b). Cette contreperformance s'expliquerait, d'une part, par la hausse des inégalités et, d'autre part, par la nécessité pour les ménages de procéder à des réallocations des postes de dépenses en vue d'assurer les besoins alimentaires.

Du côté de l'État, une hausse de 40% des prix de denrées alimentaires de base induirait des actions de la part des pouvoirs publics et une tendance légèrement haussière des dépenses totales d'investissement, mais au détriment des secteurs sociaux tels que la santé, l'action sociale et l'éducation. Si la crise se prolonge, les pouvoirs publics pourraient être amenés à prendre des mesures dans le difficile contexte économique que connaît le pays, avec un réajustement des investissements en capital dans les secteurs sociaux. Les résultats issus de la modélisation soulignent les risques d'une réorientation des ressources budgétaires de l'État vers d'autres secteurs économiques, au détriment des secteurs sociaux. A titre

illustratif, pour les cinq années à venir, les secteurs de la santé et de l'action sociale devraient connaître une baisse des dépenses d'investissement s'établissant en moyenne à 2,5% moins important que le niveau actuel. Le secteur de l'éducation, quant à lui, devrait connaître une faible attention de la part des autorités avec une allocation moyenne de 0,2% sur la période, plus élevé que le niveau actuel des investissements.

Ces faibles allocations de ressources s'avèreraient insuffisantes pour financer des investissements dans les services sociaux de base nécessaires pour générer une forte amélioration des ODD3 et 4. De même, la contreperformance des ODD3 et 4 pourrait avoir comme conséquence la réduction quantitative et qualitative de la prestation des services de soins de santé primaire et des services d'éducation. Pour les groupes sociaux déjà vulnérables dont les revenus dépendent du secteur informel et du commerce des denrées alimentaires importées, leur capacité à recourir aux services de santé de base pourrait davantage s'affaiblir à mesure que leur pouvoir d'achat continuera de se réduire.

Figure 1: Variation (en %)



Source : Calculs des services des Nations Unies basés sur le modèle EGC Dynamique

ENCADRÉ 4: RISQUES D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Bien avant le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, il y avait déjà des pressions inflationnistes perceptibles au Congo. Cette crise pourrait constituer un levier supplémentaire pour l'inflation. Les données du PAM montrent que le pouvoir d'achat des ménages au Congo a considérablement diminué et le pays connaît une augmentation du prix de l'huile et de la farine (cf. **Tableau 2**). Le prix du litre d'huile a ainsi augmenté de 62,5% à Brazzaville sur un an (de mars 2021 à mars 2022), mais de plus de 40% en glissement mensuel (de février à mars 2022).

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est préoccupante. En République du Congo, la malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans est estimée à 5%, le taux de malnutrition chronique à 27% et la prévalence de l'insécurité alimentaire à 35,5% (MICS, Congo 2014-2015). Selon la revue stratégique de la faim Zéro réalisée en 2018, 15% des ménages congolais ont une consommation alimentaire faible ou limite, avec des pics de 30% dans les zones rurales. Ces statistiques seront encore plus préoccupantes à l'ère des crises (Covid-19 et guerre en Ukraine) qui se sont succédées.

Au 31 décembre 2021, environ 28 900 réfugiés de la République centrafricaine et 35 900 de la République démocratique du Congo résidaient dans le pays, principalement dans les départements de la Likouala et des Plateaux. Les communautés d'accueil sont d'ores et déjà confrontées à des pénuries alimentaires et à des moyens de subsistance limités, et la sécurité alimentaire des réfugiés dépend essentiellement de la poursuite de l'aide humanitaire. La flambée des prix des denrées alimentaires alimentera le taux d'inflation et se répercutera inévitablement sur les prix intérieurs, affectant ainsi le pouvoir d'achat des segments les plus vulnérables de la population congolaise.

Tableau 2: Evolution des prix de certains denrées alimentaires au Congo

Denrées	Prix des denrées alimentaire en (CFA/KG)					Variation SUR :			
	Mars-21	Déc-21	Janv-22	Févr-22	Mars-22	Mars 22- Déc 21	Mars-Janv 22	Mars-Fév 22	Mars 22- Mars 21
Cuisse de poulet	1050	1172	1340	1565	2018	22,5%	33,6%	41,9 %	48,0%
Farine de manioc (foufou)	389	398	420	448	465	3,7%	9,7%	14,4 %	16,3%
Haricot blanc sec	1729	1647	1770	1805	1720	-4,9%	-2,9%	4,2%	-0,5%
Huile raffinée de palme	750	1150	1200	1230	2000	38,5%	40,0%	42,5 %	62,5%
Poulet congelé	1556	1543	1780	1910	2200	13,2%	19,1%	29,9 %	29,3%
Riz à longs grains	571	564	618	635	650	2,3%	4,9%	13,2 %	12,2%
Riz brisé	992	1089	1120	1104	1100	-0,4%	-1,8%	1,0%	9,8%
Sel en cristaux	480	459	500	508	500	-1,6%	0,0%	8,2%	4,0%
Sucre en poudre	624	657	665	680	675	-0,7%	1,5%	2,7%	7,6%

Source : Institut National de la Statistique et Programme Alimentaire Mondial (Avril, 2021)



e. Environnement

Le conflit ne laisse pas en marge les préoccupations actuelles relatives aux changements climatiques, mais il menace le respect scrupuleux des engagements pris lors de la COP 26 pour atténuer la pression planétaire. Pour protéger les populations et les économies, les pays du monde ont revu à la baisse leurs dépenses allouées à des domaines qui réduiront les émissions de gaz à effet de serre et des initiatives visant à assurer une planète saine. Par exemple, sur un total de 860 milliards de dollars, seulement 6% ont été dépensés pour le climat dans les économies des pays du G20.

Alors que la perspective d'une récession économique est à nouveau envisagée comme un impact du conflit ukrainien, les promesses de la COP-26 pourraient être reléguées au second plan pour faire face aux chocs énergétiques inhérents couplés aux tensions socioéconomiques. L'augmentation des prix du pétrole et du gaz peut alimenter la dépendance au charbon et affaiblir la détermination des pays à « réduire progressivement » le charbon – un résultat clé de la COP-26. En Europe, les prix plus élevés du gaz signifient qu'il est moins cher de brûler du charbon, même avec un coût supplémentaire de permis d'émission de carbone. Il existe également un risque supplémentaire que des pays comme l'Inde et la Chine augmentent leur production nationale de charbon, en réponse.

En outre, les financements prévus en faveur du climat pourraient être réalloués vers les domaines où les besoins sont plus urgents notamment l'économie et le social. Il existe également à cet effet un risque de réduction de la fourniture de financement climatique par les États-Unis et l'Occident, en raison du coût élevé du financement des opérations de secours et de relèvement. Cette réduction potentielle de la disponibilité du financement climatique pourrait limiter les mesures d'adaptation dans les pays en développement comme le Congo et pourrait même avoir un impact sur le succès des négociations sur le climat à la COP-27.

Par ailleurs, en raison de l'inflation actuelle, la plupart des ménages à faible revenu sont actuellement en situation de précarité énergétique, ou n'ont pas accès à l'électricité. Pour réduire leurs dépenses énergétiques, des millions de ménages pauvres dépendent du bois de chauffage et charbon de bois pour la cuisine et le chauffage. Cela aura un impact désastreux particulièrement sur les pays en développement, notamment le Congo, en raison de leur vulnérabilité aux effets climatiques à travers l'augmentation des crises alimentaires et de l'eau, des menaces d'existences telles que les inondations et incendies de forêt. Cette crise offre une opportunité de promouvoir la transition verte à travers la promotion des énergies renouvelables et de la production locale d'engrais chimiques et d'emballages biodégradables substituables aux matières plastiques dans divers secteurs industriels.

Pour le Congo qui regorge d'énormes atouts en matière de protection de l'environnement à travers le bassin du Congo, cette crise devrait être une opportunité qui permettrait au Gouvernement de renforcer sa stratégie de mobilisation de ressources pour le financement de la CDN.

f. Gouvernance (géopolitique, cohésion sociale, paix)

L'inflation galopante, combinée à l'augmentation de la pauvreté et des inégalités, risque d'alimenter des tensions et des troubles sociaux. De façon indirecte, à court terme, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie pourrait entraîner des manifestations violentes si le Gouvernement ne parvient pas à mettre en place des mesures pour protéger la population des effets de la hausse des prix. La fragilité de certains États africains, dont le Congo, peut faire craindre une déstabilisation si la dynamique des prix de denrées de base et ses répercussions ne sont pas prises en compte.

La guerre en Ukraine peut avoir des effets géopolitique, diplomatique et en termes de cohésion sociale. Au niveau international, en proie à la crise, l'Ukraine a été le foyer de nombreux ressortissants africains, dont 17 379 étudiants, ce qui représente plus de 20% de tous les étudiants étrangers en Ukraine (UNESCO, 2020). La diaspora congolaise représentant plus de 300 citoyens résidents en Ukraine, à l'instar d'autres milliers de migrants africains, étaient confrontés à des problèmes de discrimination alors qu'ils fuyaient la guerre dans le pays. C'est ainsi que l'Union Africaine a fait une déclaration, le 28 février 2022, condamnant le traitement discriminatoire auquel sont confrontés les africains et exhortant tous les pays à respecter le droit international et à faire preuve de la même empathie et du même soutien envers toutes les personnes fuyant la guerre, nonobstant leur identité raciale.

Les conséquences de la crise russo-ukrainienne sont multidimensionnelles. La faiblesse de la construction de l'État, des institutions démocratiques, des systèmes électoraux et l'existence de conflits en cours dans de nombreuses régions africaines suggèrent que ces pays sont vulnérables à l'ingérence étrangère, un aspect qui peut affecter leur trajectoire de développement. Le conflit a un effet direct sur la stabilité, la paix et la sécurité en Afrique. Les modèles de vote pour la résolution Russie-Ukraine des Nations Unies soulèvent les inquiétudes quant à la possibilité d'un retour à l'autoritarisme sur le continent et d'un affaiblissement précipité de la démocratie et révèlent un possible retour à des alliances stratégiques de type « guerre froide » qui pourraient redéfinir les tensions géopolitiques sur le continent (Figure 21).

Figure 21: Schémas de vote des pays africains pour la résolution sur l'agression Russe contre l'Ukraine



Source : RBA PNUD

À plus long terme, le conflit pourrait créer des marchés secondaires non réglementés en Afrique qui recyclent les armes légères du conflit, et cela pourrait servir de sources importantes d'armes pour les mouvements terroristes et séparatistes. Le Congo, à l'instar des autres pays africains, devrait renforcer la construction de l'état de droit, la gouvernance et l'inclusion politique. A cet effet, le SNU devrait renforcer son offre pour soutenir les populations, le Gouvernement et les institutions nationales dans leurs efforts pour lutter efficacement contre les inégalités persistantes, la faiblesse de la gouvernance et les défis persistants des conflits violents.

17 PARTENARIATS POUR
LA RÉALISATION
DES OBJECTIFS



g. Partenariats

Les retombées géopolitiques et économiques de la guerre en Ukraine représentent un risque considérable pour le développement dans le monde et pourraient entraver les relations diplomatiques, ainsi que l'aide au développement. La guerre en Ukraine pourrait altérer certains liens bilatéraux et perturber les accords en place. Les récentes augmentations des budgets de défense en Europe en réponse à l'accroissement des risques sécuritaires pourraient avoir un impact sur l'aide internationale et sur d'autres lignes budgétaires. De même, la crise des réfugiés imminentes risque de détourner un montant substantiel de l'Aide publique au développement (APD) pour couvrir l'accueil des réfugiés et les besoins humanitaires qui s'y rapportent. A titre d'exemple, l'Allemagne, la Suède, le Danemark et la Pologne ont annoncé une augmentation des dépenses de défense à hauteur de 2% du PIB ou davantage ; et le Danemark a annoncé son intention de réduire le budget actuel de l'aide publique au développement (APD) de 300 millions de dollars pour couvrir les coûts d'accueil des réfugiés ukrainiens.

Il est essentiel pour le Congo de travailler avec la société civile et d'autres partenaires au développement pour s'assurer du maintien des engagements en faveur du financement du développement mondial et de l'aide au développement. Cette collaboration permettra de concevoir une réponse efficace pour faire face aux effets de la guerre en Ukraine, notamment sur les risques que cela affecte directement le multilatéralisme, la coopération internationale et les partenariats.

3. Effets sur les secteurs agricole et le tourisme

a. Secteur agricole

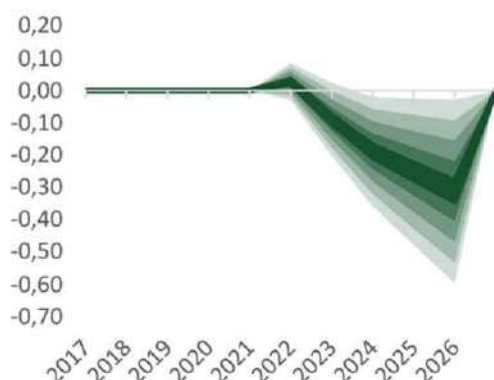
La guerre en Ukraine n'épargnera probablement pas le secteur agricole national. Le Congo est un pays à déficit alimentaire dont la production locale ne couvre que 30% des besoins alimentaires nationaux, avec seulement 2% des terres arables cultivées. Même si 35% de la population travaille dans l'agriculture, moins de 5% du PIB annuel provient de ce secteur. L'augmentation de la production agricole, afin de renforcer la résilience du système alimentaire et réduire la dépendance quasi-totale de l'économie vis-à-vis des recettes d'exportation du pétrole, est un objectif majeur du plan de développement national (PND) 2022-2026.

Cette guerre en Ukraine constitue un défi de taille pour le financement et le développement du secteur agricole national. La hausse du prix des engrais risque de pénaliser la production du secteur agricole qui constitue le pilier central de la politique de diversification de l'économie nationale, telle que définie dans le PND 2022-2026, avec une contribution moyenne attendue

Cette guerre en Ukraine constitue un défi de taille pour le financement et le développement du secteur agricole national. La hausse du prix des engrais risque de pénaliser la production du secteur agricole qui constitue le pilier central de la politique de diversification de l'économie nationale, telle que définie dans le PND 2022-2026, avec une contribution moyenne attendue de près de 8% du PIB sur la période. Sur la base d'une simulation du scénario 2 qui se traduit par une hausse de 40% des prix des produits alimentaires de base importés, les résultats de notre modélisation en EGC dynamique font état d'une baisse de la production des secteurs agricoles sur toute la période, comme l'illustre les figures suivantes.

Figure 22: Variation (en %)

(a) Sur la production du secteur agricole à l'issu du scénario 2



(b) Sur la production des sous-secteurs agricoles à l'issu du scénario 2

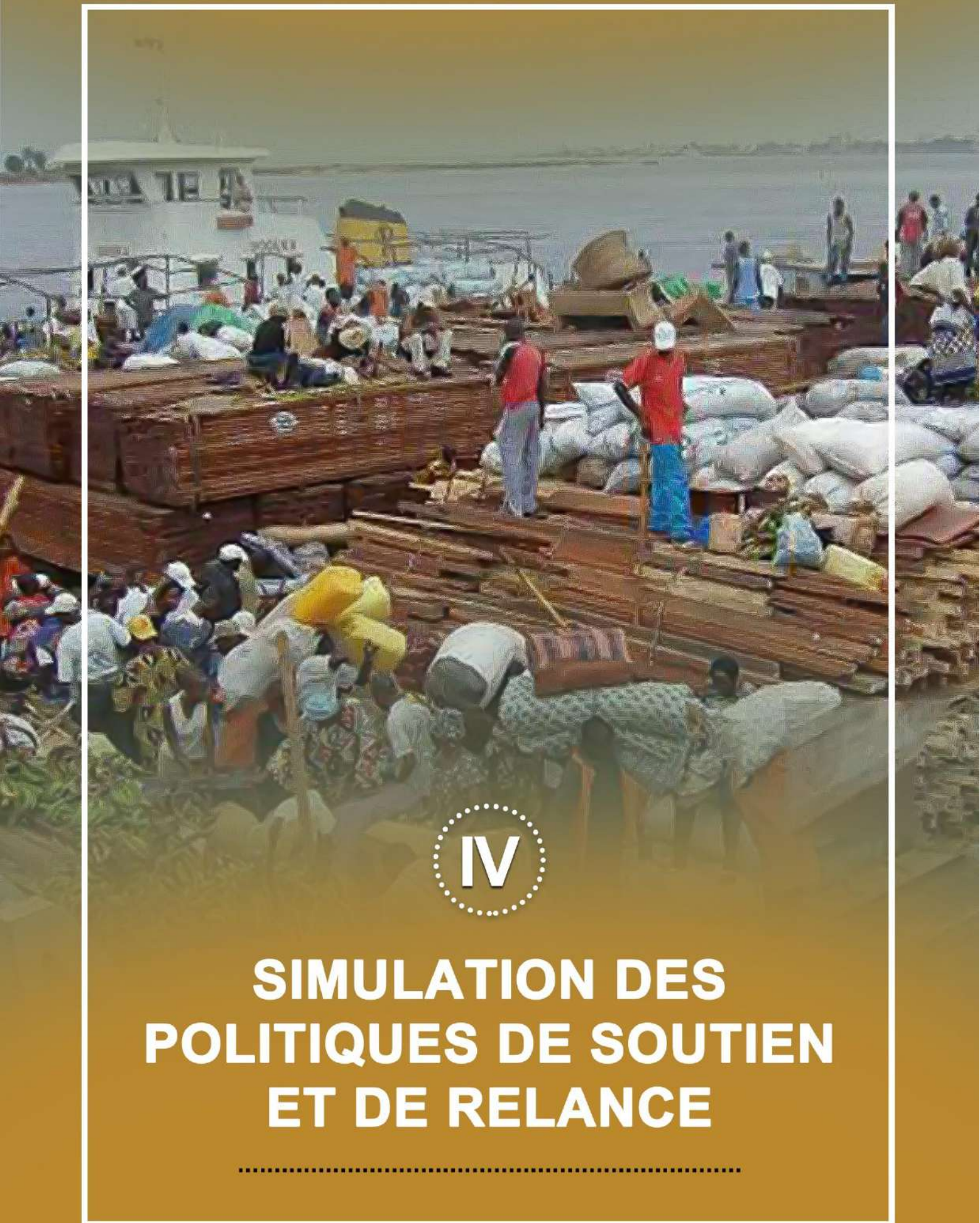


Source : Calculs des services des Nations Unies basés sur le modèle EGC Dynamique

b. Secteur du tourisme

Alors que le Congo a fait du tourisme un pilier stratégique dans son plan national de développement (PND), contribuant autour de 10% du PIB sur la période 2022-2026, le conflit en Ukraine risque encore de retarder la reprise du secteur, déjà fortement impacté avec la pandémie de COVID-19. Le conflit ralentirait la croissance du secteur du tourisme. En effet, selon l'annuaire statistique du tourisme et du loisir, la Russie et l'Ukraine représentent plus de 1 140 des arrivées des touristes en 2018 au Congo, soit 2,2% du total de l'Europe (à défaut des données récentes). Ce nombre, bien que faible, constitue tout de même un manque à gagner pour le secteur du tourisme au Congo, où le secteur est un pilier stratégique pour la transformation structurelle de l'économie.

Par ailleurs, l'augmentation des produits pétroliers raffinés tels que l'essence, le diesel, le carburant d'aviation, le kérosène et l'huile de graissage impacteront le trafic et par conséquent le secteur du tourisme.



IV

SIMULATION DES POLITIQUES DE SOUTIEN ET DE RELANCE

Cette section permet de simuler quelques mesures de politiques économiques afin d'évaluer et mettre en lumière les implications de certaines mesures pouvant être implémentées sur l'économie congolaise et les populations vulnérables.

De ce fait, nous analysons plus spécifiquement la contribution de deux politiques et leurs synergies dans la trajectoire des ODD pour les cinq années à venir. Ces résultats sont indicatifs de la façon dont ces mesures de réponse peuvent avoir un impact sur l'économie congolaise, les populations vulnérables et la trajectoire des ODD.

1. Une politique de soutien à travers un accroissement des transferts sociaux aux ménages

Nous simulons une politique d'augmentation de 20% des transferts sociaux auprès des ménages urbains et ruraux. Les résultats de la macro-simulation montrent que, durant les cinq années de mise en œuvre, le choc négatif subi par le budget de consommation réel des ménages serait amoindri, mais devrait baisser progressivement au fil du temps. Sur toute la période, le budget de consommation des ménages devrait passer d'un accroissement de 0,9% en 2022 à 0,5% en 2026 pour les ménages ruraux, et de 0,7% en 2022 à 0,4% en 2026 pour les ménages urbains.

De même, une telle politique se traduirait par une quasi-absorption du choc subi par l'épargne des ménages dès la première année. Cette évolution modifierait substantiellement le taux de variation durant les cinq années d'implémentation, passant de 1,2% en 2022 à 0,6% 2026 en milieu urbain et de 1,5% en 2022 à 0,7% en 2026 en milieu rural par rapport à leurs niveaux de référence. Les deux premières années suffiraient aux ménages pour revenir à leur niveau de consommation et d'épargne d'avant le choc simulé.

Figure 1: Variation (en %) sur le budget de consommation réel des ménages d'une augmentation de 20% des transferts sociaux

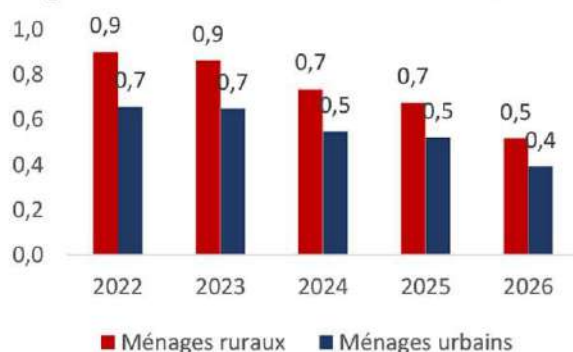


Figure 2: Variation (en %) sur l'épargne des ménages d'une augmentation de 20% des transferts sociaux



Source : Calculs des services des Nations Unies basés sur le modèle EGC Dynamique

2. Une politique de relance par l'augmentation de la production de gaz

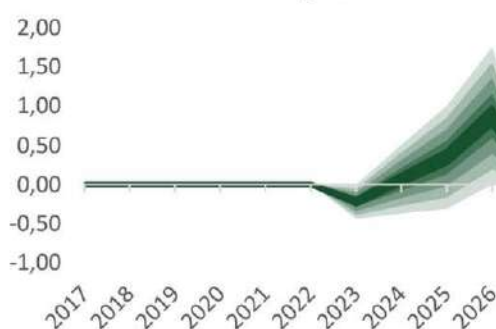
Le conflit entre la Fédération de Russie et l'Ukraine offre une opportunité de croissance à plus long terme pour les pays producteurs de pétrole et de gaz, si les ressources dégagées permettent le financement des investissements dans les secteurs prioritaires de développement et des ODD.

L'Europe cherche potentiellement de nouveaux fournisseurs pour combler les besoins issus par la réduction des échanges avec la Russie. Les pays africains producteurs de pétrole et de gaz peuvent bénéficier d'une demande accrue de gaz naturel alors que les pays européens réduisent progressivement leur dépendance au gaz russe.

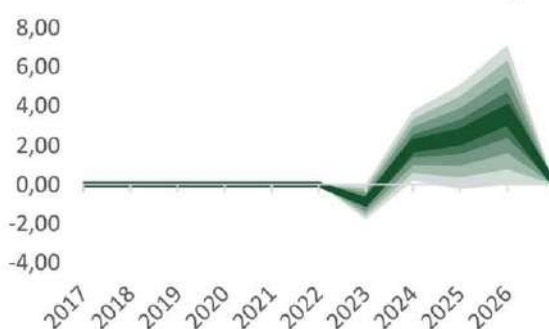
Le Congo qui regorge d'énormes ressources naturelles (34 milliards de mètres cubes de réserves prouvées de gaz et 7,6 milliards de tonnes de réserves prouvées et estimées de pétrole) pourrait tirer profit de ses potentialités et promouvoir les exportations de gaz. Ainsi, nous simulons une politique de relance découlant de l'augmentation de 15% des investissements dans la production de gaz naturel. Nos résultats font état d'une amélioration du PIB et des revenus de l'État à partir de la troisième année de sa mise en œuvre. En effet, par rapport à la situation de référence, le PIB croîtrait de 0,5% en 2024 pour se situer à un accroissement de 1,75% en 2026. S'agissant des revenus de l'État, ils augmenteraient de 3,75 points de pourcentage en 2024 à 7,12 points en 2026.

Figure 1: Variation (en %)

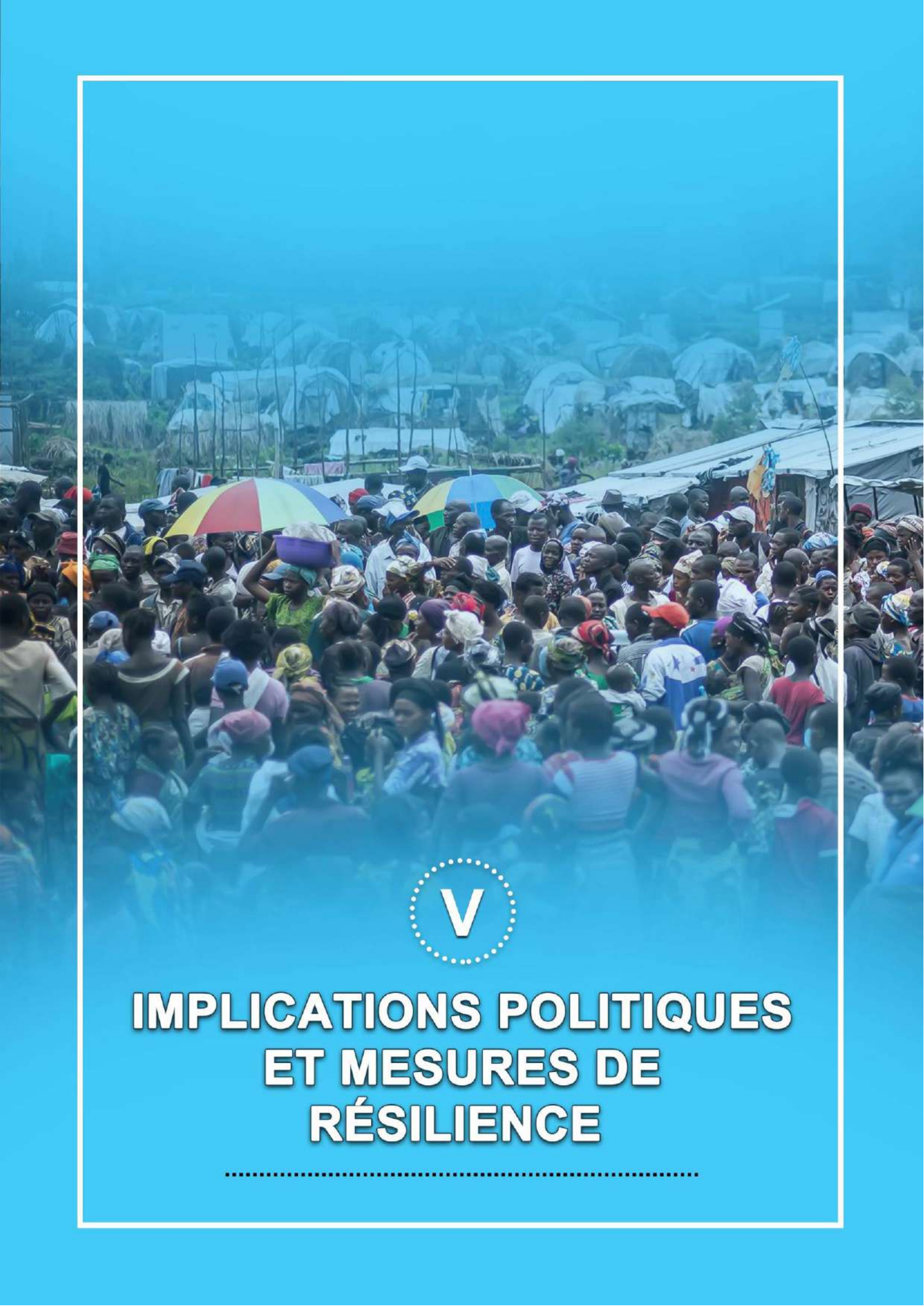
(a) sur le PIB d'une augmentation de 15% des investissements dans le secteur gazier



(b) sur les revenus de l'Etat d'une augmentation de 15% des investissements dans le secteur gazier



Source : Calculs des services des Nations Unies basés sur le modèle EGC Dynamique



IMPLICATIONS POLITIQUES ET MESURES DE RÉSILIENCE

Pour anticiper et mieux contenir l'augmentation vertigineuse des prix des denrées de première nécessité, une cellule de veille a été créée afin d'atténuer l'impact de la crise et trouver des moyens de protéger la population vulnérable des pressions inflationnistes croissantes ; y compris des effets pervers dont elle peut occasionner tout en renforçant leur résilience aux chocs économiques découlant de la crise. Selon les autorités congolaises, des mesures urgentes à effet immédiat sur les prix devraient arriver rapidement afin de permettre au pays de disposer de stocks de produits alimentaires de base et d'autres produits de première nécessité en quantité suffisante et ceci sur une durée assez soutenue. De ce fait, la création d'un fonds d'urgence devrait également voir le jour en appui au plan de résilience envisagé par le Gouvernement. Concernant son financement, le Gouvernement prévoit de rendre disponible une partie des ressources générées par le surplus des recettes d'exportations pétrolières afin de soutenir les opérations à mettre en place.

Il convient de noter que dans le contexte politique actuel du Congo, il est important, dans un élan de préservation de la stabilité politique, de donner suite aux préoccupations des populations congolaises à travers des actes forts visant à : i) créer les conditions susceptibles de réduire la pression économique sur les ménages et les acteurs du secteur informels et, ii) minimiser les risques potentiels de soulèvements populaires, qui pourraient être issus des défis économiques.

Le système des Nations Unies au Congo propose des mesures supplémentaires qui pourraient renforcer l'efficacité de ces mesures prises par le Gouvernement dans sa lutte contre l'impact du conflit en Ukraine sur l'économie et surtout sur la population vulnérable. Ces mesures portent sur les politiques à court terme pour atténuer l'impact immédiat de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, et des politiques à moyen et long terme pour renforcer la résilience économique tout en créant les conditions capables de parer aux émeutes et expressions de frustrations issues de sentiments d'injustice. Ceci est d'autant plus crucial que cette crise s'accroît dans un contexte pré-électoral au Congo.

A court terme, il s'agira de :

Rendre opérationnel le groupe de travail et le fonds d'urgence créés au début du conflit pour surveiller l'impact de la guerre sur l'économie. Les efforts de création de la cellule de veille, nécessaires pour protéger la population de l'inflation galopante et de la pauvreté, doivent être mis en œuvre rapidement et créer des conditions d'approvisionnement continu en denrées alimentaires ;

Veiller à la stabilisation des prix et garantir la sécurité alimentaire des pauvres et des groupes vulnérables identifiés pendant la pandémie de la Covid-19. La sécurité alimentaire pour tous, et en particulier pour les pauvres et les vulnérables, sera essentielle. Le Système des Nations Unies devrait soutenir, à travers le PAM et la FAO, des actions prioritaires pour améliorer la disponibilité et l'accès à la nourriture et à la nutrition. Ces actions comprennent : des subventions de contrepartie aux petits exploitants agricoles et des investissements dans les principaux marchés alimentaires publics pour améliorer la sécurité alimentaire ;

Préserver les progrès durement accomplis vers l'atteinte des ODD. Avec l'appui apporté par les partenaires au développement et les gains résultant des recettes d'exportations pétrolières, le Gouvernement devrait procéder à la mise en œuvre des mesures suivantes : i) l'allocation d'une partie du surplus généré par les recettes pétrolières au financement des soins préventifs et curatifs ; ii) l'affectation d'une partie de ce surplus à la lutte contre la malnutrition, en lien avec l'ODD2 et à la prise en charge des besoins de santé des personnes vulnérables dans le cadre du volet santé des filets de sécurité sociale ; iii) renforcer et améliorer l'accès équitable des enfants à l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire, en particulier ceux issus des couches les plus vulnérables (enfants autochtones, enfants vivant avec un handicap, enfants démunis, enfants en dehors de l'école) ; iv) renforcer les mécanismes de résilience et de la réponse du système éducatif face aux crises ; v) améliorer les allocations budgétaires en faveur des secteurs sociaux ;

Le Gouvernement congolais devrait mettre en œuvre une mesure de soutien et de portée générale aux ménages, à travers une politique de transfert direct aux pauvres. Les interventions ciblées de filets de sécurité sociale et les transferts en espèces, en y incluant des mesures d'inclusion productive, telles que des formations à la microentreprise ou la facilitation à l'épargne. Cela permettra d'atténuer l'impact négatif des chocs des prix des denrées alimentaires de base.

A moyen terme, il s'agira de :

Soutenir les agriculteurs et l'agriculture afin de réduire la dépendance du pays vis-à-vis des importations alimentaires. La mise en place d'une politique de relance économique à travers l'augmentation des dépenses dans le secteur agricole, telle que retenue dans le PND, contribuerait à contenir la baisse de la consommation des ménages due aux effets de la guerre en Ukraine. Une telle mesure permettra, à moyen terme, de réduire la vulnérabilité de l'économie congolaise aux chocs exogènes en rendant les produits locaux plus accessibles et plus compétitifs ;

Saisir l'opportunité que présente cette situation pour jeter les fondations d'une croissance inclusive, diversifiée et résiliente. La guerre en Ukraine et les sanctions imposées à la Russie ont provoqué une forte hausse des prix des produits de base, notamment du pétrole et du gaz naturel. Les mouvements des cours du baril de pétrole jouent un rôle important dans l'économie congolaise, notamment en raison du fait que le Congo dépend fortement du pétrole pour constituer ses réserves et engranger les recettes pétrolières. A ce titre, il est nécessaire pour le Congo d'accélérer la transformation structurelle de son économie dans le but d'assurer sa souveraineté alimentaire ;

Mettre en place le Cadre national de financement Intégré (INFF) pour le financement des priorités nationales définies dans le PND 2022-2026. La problématique du financement du développement dans le contexte d'un pays à revenu intermédiaire comme le Congo, nécessite de mettre en place un cadre de financement qui permettra au pays d'identifier et d'exploiter toutes les sources de financement potentielles (financement national et international, public et privé).

Le Gouvernement devrait assainir et promouvoir une gestion transparente des finances publiques, mais aussi entreprendre des réformes politiques audacieuses pour une mobilisation des recettes intérieures afin de réduire sa vulnérabilité aux fluctuations de la production et des prix du pétrole. Une reprise durable de la croissance dépendra essentiellement au rétablissement et au maintien de la viabilité des finances publiques et de la dette. Dans un contexte de rétablissement de l'espace budgétaire, le Congo doit mettre en place une politique budgétaire visant la mobilisation des recettes intérieures hors pétrole. La politique, à moyen terme, doit être ciblée et objective afin de freiner la dégradation de l'assiette fiscale par le biais d'exonérations fiscales, de réduire les distorsions politiques et d'augmenter les recettes du Congo à moyen terme. Aussi, l'utilisation de systèmes informatiques pourrait limiter les abus et la corruption et faciliter le partage d'informations entre les différentes entités de l'administration fiscale ;

Les autorités congolaises gagneraient à renforcer les mécanismes et les institutions de lutte contre la corruption pour une amélioration durable du recouvrement des impôts. Les responsables politiques doivent renforcer l'administration fiscale et consolider la nouvelle culture du service public pour susciter la confiance dans une application objective et réglementée de la législation fiscale. Il s'agira également de former les agents et investir massivement dans les nouvelles technologies. Cependant, la clé de la réussite réside dans les changements institutionnels qui devront renforcer le cadre de responsabilisation et d'obligation de rendre compte, élément indispensable à la durabilité des réformes mis en œuvre jusqu'ici.

Tirer pleinement profit des opportunités de croissance à plus long terme qu'offre le secteur gazier et se positionner sur l'échelle internationale. Le Congo devra réaliser des investissements d'envergure pour accroître sa production en gaz à travers : i) l'extension de la Centrale à gaz de Pointe-Noire, ii) la construction de la centrale électrique à gaz et iii) la construction d'une unité d'extraction des Gaz naturel liquéfié (GNL) ;

Notes

FMI (2022), Article IV, Country Report No. 22/49 février 2022

FMI (2022), Perspectives économiques régionales : Afrique subsaharienne, avril 2022.

FAO (2022), Guidance note on social protection response mitigating the impact of high food prices from Ukraine crisis on food and nutrition security in Sub-Saharan Africa, mars 2022.

Fofana, I. (2007) : Elaborer une matrice de comptabilité sociale pour l'analyse d'impacts des chocs et politiques macroéconomiques. CIRPEE, PEP, Université LAVAL, Québec, Canada.

UNCTAD (2022), The impact on trade and development of the war in Ukraine, mars 2022.

PNUD (2022), The impact of the Russia-Ukraine conflict on Sustainable Development in Africa. Regional Bureau for Africa.

République du Congo Plan National de Développement, PND 2022-2026

Institut National de la Statistique, Bulletin de l'Indice des prix à la consommation, mars 2022.

Caisse Congolaise d'Amortissement, rapport annuel sur la dette publique, 2021.

Encadré 5: Bref aperçu de l'approche méthodologique

Pour mener l'évaluation rapide des répercussions de la guerre en Ukraine sur l'économie congolaise, nous avons utilisé un modèle d'équilibre général calculable (EGC) dynamique.

Le modèle est structuré en 25 branches d'activités, trois facteurs de production (travail formel, travail informel et capital) et cinq agents (ménages urbains, ménages ruraux, entreprises, Etat et reste du monde). En fonction de la disponibilité des données, un soin particulier a été apporté à la désagrégation de certains comptes afin d'apprécier les impacts de la crise sur la trajectoire que de certains ODD sur la période de simulation (2022-2026).

La désagrégation a été faite sur la base des données de la deuxième enquête congolaise auprès des ménages (ECOM-2) de 2011, du commerce extérieur comprenant l'orientation géographique des échanges de biens, du tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) et de la balance des paiements (BdP).

Le modèle EGC dynamique permet d'estimer l'impact des chocs sur l'économie congolaise en prenant en considération une conjonction de deux principaux canaux de transmission identifiés : i) la hausse des prix des denrées alimentaires importées et ii) la hausse des cours du baril de pétrole.

Tableau 3: Évolution des finances publiques de 2019-2022

	Moyenne 2015-2018	2019	2020	2021	2022	Moyenne 2019-2022
<i>Pourcentage du PIB</i>						
1. RECETTES ET DONNS	24,1%	26,9%	23,7%	21,6%	20,5%	23,2%
Recettes pétrolières	12,3%	17,2%	11,3%	12,9%	11,5%	13,2%
Recettes fiscales	11,3%	8,0%	9,7%	7,0%	7,4%	8,0%
Autres recettes	0,5%	0,9%	1,1%	1,1%	1,2%	1,1%
Dons (courants)	0,0%	0,7%	1,7%	0,8%	0,4%	0,9%
2. DEPENSES	31,9%	21,2%	25,5%	19,8%	17,1%	20,9%
DEPENSES COURANTES	21,7%	18,0%	21,8%	17,0%	13,6%	17,6%
Traitements et salaires	5,6%	4,6%	6,1%	4,5%	4,0%	4,8%
Autres dépenses courantes (primaires)	14,4%	10,2%	13,8%	10,7%	7,8%	10,6%
Biens et services	3,3%	2,0%	2,7%	3,3%	2,0%	2,5%
Charges communes	1,4%	0,4%	1,0%	1,2%	0,7%	0,8%
Transferts	7,6%	6,9%	8,0%	5,0%	5,1%	6,3%
Intérêts sur la dette publique	1,7%	3,2%	1,9%	1,9%	1,8%	2,2%
DEPENSES EN CAPITAL	10,3%	3,2%	3,7%	2,8%	3,5%	3,3%
SOLDES BUDGETAIRES						
Solde primaire base ressources propres	-2,9%	9,0%	-0,3%	3,5%	5,3%	4,4%
Solde primaire hors pétrole	-15,1%	-8,2%	-11,6%	-8,0%	-6,7%	-8,6%
Solde global (base engagements, hors dons)	-7,8%	5,0%	-3,5%	1,1%	1,7%	1,1%
Solde global (base eng. Dons compris)	-7,8%	5,7%	-1,7%	1,8%	2,1%	2,0%

Source : Calculs des services des Nations unies basés sur les données du CCMB



NATIONS UNIES
RÉPUBLIQUE DU CONGO



BUREAU DU COORDONNATEUR RESIDENT



Croisement Avenue Cardinal Emile Biayenda
et rue Behagle Enceinte du PNUD Brazzaville
République du Congo



www.facebook.com/UNRRepducongo



www.twitter.ccom/UN_Congo